



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 13 août 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 13th, 1955

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1955.

Québec, le 14 juin 1955.

40188-26-9-o L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1955.

Québec, June 14th, 1955.

40188-26-9-o RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiés plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

Queen's Printer.

Government House Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11447-55)

Adélaré Laliberté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1955, constituant en corporation: Adélaré Laliberté, marchand, Mme Valéda Dorval Laliberté, ménagère, épouse dudit Adélaré Laliberté et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Armand Laliberté, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 11447-55)

Adélaré Laliberté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1955, incorporating: Adélaré Laliberté, merchant, Mrs. Valéda Dorval Laliberté, house-keeper, wife of the said Adélaré Laliberté, and duly authorized by him for these present purposes, and Armand Laliberté, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Manufacturier et exercer le commerce de merceries et nouveautés, sous le nom de "Adé-lard Laliberté Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 452, rue Durocher, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11973-55)

Antonio Dion & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1955, constituant en corporation: Antonio Dion, Onésime Dion, plombiers, et Marcel Paré, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer tous les métiers de la construction, sous le nom de "Antonio Dion & Frères Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 715, rue Montmartre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11686-55)

**Apex Phonograph Service Inc.
Service de Phonographes Apex Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Roger Martineau, homme d'affaires, Gabrielle Chaput Martineau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Martineau, et Olivier Chaput, technicien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter tout commerce se rapportant aux phonographes, à la photographie ou au cinéma, sous le nom de "Apex Phonograph Service Inc.—Service de Phonographes Apex Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8710, rue Mareseille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11602-55)

**Association des Constructeurs de la Rive Sud
South Shore Builder's Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To manufacture and deal in smallwares and novelties under the name of "Adé-lard Laliberté Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preference shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 452 Durocher Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11973-55)

Antonio Dion & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1955, incorporating: Antonio Dion, Onésime Dion, plumbers, and Marcel Paré, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on all the trades of the building business, under the name of "Antonio Dion & Frères Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each and into 50 preference shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 715 Montmartre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11686-55)

**Apex Phonograph Service Inc.
Service de Phonographes Apex Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Roger Martineau, business-man, Gabrielle Chaput Martineau, housewife, wife separate contractually as to property of Roger Martineau and Olivier Chaput, technicien, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on any business pertaining to phonographs, photography or cinema, under the name of "Apex Phonograph Service Inc.—Service de Phonographes Apex Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 200 preference shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8710 Mareseille Street Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11602-55)

**Association des Constructeurs de la Rive Sud
South Shore Builder's Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un juin 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Edmour J. Harvey, industriel, de Saint-Bruno, Jean-Charles Michaud, industriel, de Saint-Basile-le-Grand, et Pierre Lavoie, notaire, de Saint-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Protéger et promouvoir en général les intérêts des constructeurs, sous le nom de "Association des Constructeurs de la Rive Sud - Shouth Shore Builder's Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à 400, rue Oak, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11222-55)

Association Sociale de Nouvelle Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Edgar Thériault, agent, Léonard McBrearty, boucher, Lucien Belanger, Léonce Lavoie, marchands, tous de Nouvelle, Raymond Wafer, cultivateur, de Miguasha, Honoré Allard, cultivateur, de Allard, et Théodore Dugas, camionneur, de Drapeau, tous du district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Promouvoir, développer et maintenir la dévotion populaire dans la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, sous le nom de "Association Sociale de Nouvelle Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Nouvelle, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11462-55)

**Association Sportive Aquatique
de Montréal Inc.
Montreal Aquatic Sports Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation: Juliana LeBrun Delorme, gérante, épouse judiciairement séparée de biens de Raymond Delorme, de Montréal, Jean Laforest, professeur, de Pointe-aux-Trembles, et François Coron, avocat, de Montréal-Nord, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'exercice du sport aquatique sous toutes ses formes, sous le nom de "Association Sportive Aquatique de Montréal Inc. — Montreal Aquatic Sports Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-des-Prairies, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

first day of June, 1955 to incorporate as a corporation without share capital: Edmour J. Harvey, industrialist, of Saint-Bruno, Jean-Charles Michaud, industrialist, of Saint-Basile-le-Grand, and Pierre Lavoie, notary, of Saint-Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To protect and to generally promote the interests of builders under the name of "Association des Constructeurs de la Rive Sud - South Shore Builder's Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at 400 Oak Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11222-55)

Association Sociale de Nouvelle Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Edgar Thériault, agent, Léonard McBrearty, butcher, Lucien Belanger, Léonce Lavoie, merchants, all of Nouvelle, Raymond Wafer, farmer, de Miguasha, Honoré Allard, farmer, de Allard, and Théodore Dugas, trucker, of Drapeau, all of the judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To promote, develop and maintain popular devotion in the parish of Saint-Jean l'Évangéliste, under the name of "Association Sociale de Nouvelle Incorporée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Nouvelle, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11462-55)

**Association Sportive Aquatique
de Montréal Inc.
Montreal Aquatic Sports Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth of June, 1955, incorporating: Juliana LeBrun Delorme, manageress, wife judicially separate as to property of Raymond Delorme, of Montreal, Jean Laforest, professor, of Pointe-aux-Trembles, and François Coron, advocate, of Montreal-North, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the practice of aquatic sports of any nature or kind whatsoever, under the name of "Association Sportive Aquatique de Montréal Inc. — Montreal Aquatic Sports Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière des Prairies, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(P.G. 11587-55)

Aunt Carrie's Home Made Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1955, constituant en corporation: Bruce Howard, industriel, L. Grace Shufelt, institutrice, tous deux d'East Farnham, et Maurice Montagne, agent d'assurance, de Bedford, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Aunt Carrie's Home Made Products Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 75 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11587-55)

Aunt Carrie's Home Made Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June 1955, incorporating: Bruce Howard industrialist, L. Grace Shufelt, teacher, both of East Farnham, and Maurice Montagne, insurance agent, of Bedford, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Aunt Carrie's Home Made Products Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 75 preferred shares of a par value of \$200 each.

The head office of the company will be at Notre Dame de Stanbridge, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(P.G. 11239-55)

Barport Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1955, constituant en corporation: Norman Nat Barth, constructeur, Mme Anne Barth, ménagère, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Norman N. Barth, tous deux de Montréal, Zelick M. Rapoport, manufacturier et Mme Yetta Rapoport, ménagère, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Zelick M. Rapoport, tous deux de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Barport Realities Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4992 avenue Dornal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(A.G. 11239-55)

Barport Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1955, incorporating: Norman Nat Barth, builder, Mrs. Anne Barth, housewife, wife, separate as to property by marriage contract of Norman N. Barth, both of Montreal, Zelick M. Rapoport, manufacturer, and Mrs. Yetta, Rapoport, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Zelick M. Rapoport, both of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Barport Realities Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 4992 Dornal Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11558-55)

Benjamin Diamond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1955, constituant en corporation: Benjamin Diamond, marchand, Ettie Chuchen Diamond, ménagère, épouse séparée de biens de Benjamin Diamond, Bernard Latt, vendeur et Bernice Solomon Latt, ménagère, épouse séparée de biens de Bernard Latt, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bijouterie de costumes et nouveautés, sous le nom de "Benjamin Diamond Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires

(A.G. 11558-55)

Benjamin Diamond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1955, incorporating: Benjamin Diamond, merchant, Ettie Chuchen Diamond, housewife, wife separate as to property of Benjamin Diamond, Bernard Latt, salesman, and Bernice Solomon Latt, housewife, wife separate as to property of Bernard Latt, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in costume jewellery and novelties, under the name of "Benjamin Diamond Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of

de \$50 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11648-55)

Bergeron & Dion, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1955, constituant en corporation: Donat Bergeron, Fernand Dion, constructeurs, de Giffard, et Donat Demers, notaire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, sous le nom de "Bergeron & Dion, Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11666-55)

Bluenose Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Roland Thouin, comptable, de ville Saint-Laurent, Claude Beauchemin, avocat, de Westmount, et J.-Jacques Beauchemin, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "Bluenose Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3995, avenue Maplewood, appartement 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11622-55)

Braemar Restaurants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1955, constituant en corporation: William James McQuillan, George Norman Broderick, avocats et Elsie Chappell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de "Braemar Restaurants Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5802 Chemin Côte St. Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

\$50 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11648-55)

Bergeron & Dion, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June 1955, incorporating: Donat Bergeron, Fernand Dion, builders, of Giffard, and Donat Demers, notary, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Bergeron & Dion, Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11666-55)

Bluenose Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Roland Thouin, accountant, of Ville Saint-Laurent, Claude Beauchemin, advocate, of Westmount, and J. Jacques Beauchemin, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company under the name of "Bluenose Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3995 Maplewood Avenue, Apartment 5, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11622-55)

Braemar Restaurants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1955, incorporating: William James McQuillan, George Norman Broderick, advocates, and Elsie Chappell, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a restaurant business, under the name of "Braemar Restaurants Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5802 Côte St. Luc (Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11623-55)

Children's Corral Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1955, constituant en corporation: Hyman Rosenfeld, notaire, Irving Halperin, avocat et Cynthia Pressman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, tissus et produits d'iceux, sous le nom de "Children's Corral Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11759-55)

**Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé
Lake St John Aquatic Club, Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Martin Bédard, commerçant, Ludovic-Daniel Simard, journaliste, et Louis-Georges Bastien, gérant de banque, tous de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique des sports sous toutes ses formes, sous le nom de "Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé — Lake St John Aquatic Club, Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11724-55)

Conrad Camaraire Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1955, constituant en corporation: Conrad Camaraire, agent, Gabrielle Huot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Conrad Camaraire, et Joseph Michaud, comptable, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros de la bière et du porter, sous le nom de "Conrad Camaraire Incorporée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11623-55)

Children's Corral Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1955, incorporating: Hyman Rosenfeld, notary, Irving Halperin, advocate, and Cynthia Pressman, Secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, fabrics and fabrics products, under the name of "Children's Corral Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11759-55)

**Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé
Lake St John Aquatic Club, Incorporated**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Martin Bédard, dealer, Ludovic-Daniel Simard, journalist, and Louis-Georges Bastien, bank manager, all of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To promote the practice of sports in all its forms under the name of "Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé — Lake St John Aquatic Club, Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11724-55)

Conrad Camaraire Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1955, incorporating: Conrad Camaraire, agent, Gabrielle Huot, housekeeper, wife separate as to property of the said Conrad Camaraire, and Joseph Michaud, accountant, all of Saint-Jean, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on a wholesale business dealing in beer and porter, under the name of "Conrad Camaraire Incorporée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11643-55)

Coral Soda Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1955, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, de Hampstead, Sydney Phillips, avocat et Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant et comptoir de repas légers, sous le nom de "Coral Soda Bar Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11653-55)

Daco Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Daco Construction Inc.", avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11160-55)

Denyse Carol Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize juin 1955, constituant en corporation: Frank Glick, entrepreneur, de Montréal, district judiciaire de Montréal, Normand St-James, entrepreneur, de La Patrie, et Charles-E. Octeau, entrepreneur, de Disraéli, ces deux derniers du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Denyse Carol Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraéli, district judiciaire de Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11643-55)

Coral Soda Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1955, incorporating: Norman Genser, advocate, of Hampstead, Sydney Phillips, advocate, and Tessy Frankel, secretary, unmarried, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant and lunch counter, under the name of "Coral Soda Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares having a par value of \$1 each and into 390 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11653-55)

Daco Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, and Freda Pomerance, Secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Daco Construction Inc.", with a capital stock divided into, 2,000 common shares of no par value and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11160-55)

Denyse Carol Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June 1955, incorporating: Frank Glick, contractor, of Montreal, judicial district of Montreal, Normand St. James, contractor, of La Patrie, and Charles-E. Octeau, contractor, of Disraéli, the two latter of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Denyse Carol Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Disraéli, judicial district of Saint Francis.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(P.G. 11728-55)

Dilco Concrete Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Lillian Viola Armstrong, Cordelia Leclerc, Mary E. Spracklin et Margot Mary Quinn, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Dilco Concrete Products Ltd.", avec un capital total de \$120,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8220 rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(A.G. 11728-55)

Dilco Concrete Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Lillian Viola Armstrong, Cordelia Leclerc, Mary E. Spracklin and Margot Mary Quinn, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in building products, under the name of "Dilco Concrete Products Ltd.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and into 4,000 preferred shares of the par value of \$25 each.

The head office of the company will be at 8220 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11649-55)

Dougherty — Garand Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1955, constituant en corporation: Luke G. Dougherty, Marcel G. Garand, marchands et Kalman Angel, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme photographes, imprimeurs et libraires, sous le nom de "Dougherty — Garand Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1165 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(A.G. 11649-55)

Dougherty — Garand Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1955, incorporating: Luke G. Dougherty, Marcel G. Garand, merchants, and Kalman Angel, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as photographers, printers and stationers, under the name of "Dougherty — Garand Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1165 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11271-55)

Eastern Credit Inc. — Crédit de l'Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1955, constituant en corporation: Marcel Nichols, avocat, Henri Sylvestre, notaire, et Lucienne Pinard, sténographe majeure et usant de ses droits, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de prêts, sous le nom de "Eastern Credit Inc. — Crédit de l'Est Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 1,000 actions ordinaires

(A.G. 11271-55)

Eastern Credit Inc. — Crédit de l'Est Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1955, incorporating: Marcel Nichols, advocate, Henri Sylvestre, notary, and Lucienne Pinard, stenographer of full age and in use of her rights, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the operations of a loan company under the name of "Eastern Credit Inc. — Crédit de l'Est Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 1,000 common shares

d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 209, rue Hériot, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11519-55)

Ernest Robert & Cie Limitée
Ernest Robert & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Roger Pigeon, de Pointe-aux-Trembles, Gérard Tourangeau et Jean Malo, de Montréal, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la bijouterie, la joaillerie et l'horlogerie, sous le nom de "Ernest Robert & Cie Limitée - Ernest Robert & Co. Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11619-55)

Garage J. M. Lortie, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Jean-Marie Lortie, garagiste, de Beauport, Jean-Marc Parent, comptable, et Charles-Henri Lavertue, vérificateur, ces deux derniers de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage J. M. Lortie, Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11458-55)

G. D'Amico, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1955, constituant en corporation: Giuseppe D'Amico, administrateur, Rita Segal, secrétaire et Ethel M. G. Hight, caissière, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "G. D'Amico, Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100

of a par value of \$5 each, and into 10,000 preference shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at 209 Hériot Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11519-55)

Ernest Robert & Cie Limitée
Ernest Robert & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Roger Pigeon, of Pointe-aux-Trembles, Gérard Tourangeau and Jean Malo, of Montreal, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in jewellery, and to carry on the trade of jeweller and watchmaker, under the name of "Ernest Robert & Cie Limitée - Ernest Robert & Co. Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11619-55)

Garage J. M. Lortie, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Jean-Marie Lortie, garage-keeper, of Beauport, Jean-Marc Parent, accountant, and Charles-Henri Lavertue, auditor, the latter two of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage J. M. Lortie, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11458-55)

G. D'Amico, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1955, incorporating: Giuseppe D'Amico, executive, Rita Segal, secretary, and Ethel M. G. Hight, cashier, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as an investment company, under the name of "G. D'Amico, Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 300 common shares of the par value of \$100

chacune et 1,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11556-55)

Grosvenor Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, avocats, de Montréal et Ruth Belinsky, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Grosvenor Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4490 Prince of Wales, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11597-55)

Hudson Insurance Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporations: Nathan A. Levitsky, avocat, de ville Mont-Royal, Solomon Weber, C.R., avocat, d'Outremont et Joseph S. Caplan, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de courtage d'assurances, sous le nom de "Hudson Insurance Agencies Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11717-55)

**Imadco Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1955, constituant en corporation: Eleanor Wallace, ménagère, épouse séparée de biens de J. H. G. Wallace, de Toronto, Vernon F. Bowman, comptable, de Etobicoke et Colleen S. Abbott, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert Abbott, de Willowdale, tous de la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Imadco Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital

each and into 1,700 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11556-55)

Grosvenor Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, advocates, of Montreal, and Ruth Belinsky, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Grosvenor Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4490 Prince of Wales, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11597-55)

Hudson Insurance Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, Solomon Weber, Q.C., advocate, of Outremont, and Joseph S. Caplan, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the insurance brokerage business, under the name of "Hudson Insurance Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11717-55)

**Imadco Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1955, incorporating: Eleanor Wallace, housewife, wife separate as to property of J. H. G. Wallace, of Toronto, Vernon F. Bowman, accountant, of Etobicoke, and Colleen S. Abbott, secretary, wife separate as to property of Robert Abbott, of Willowdale, all of the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Imadco Mining Corporation" (No Personal

total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11710-55)

Jasmin & Gohier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Marcel Archambault, agent, Denise Poirier, comptable, et Françoise Poirier, sténographe, ces deux dernières filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens, et exercer le commerce d'accessoires électriques et de meubles, sous le nom de "Jasmin & Gohier Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11542-55)

J. Edgar Tremblay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation: J.-Edgar Tremblay, commerçant, Simone Gagnon Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Edgar Tremblay, et Claude Tremblay employé, tous de L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fermiers, sous le nom de "J. Edgar Tremblay Limitée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11675-55)

Jobin Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1955, constituant en corporation: Jean Marien, comptable agréé, de Longueuil, Madeleine Bouchard Jobin, ménagère, épouse de Jean Jobin et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jean Jobin, gérant, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Jobin Construction

Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000, shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11710-55)

Jasmin & Gohier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Marcel Archambault, agent, Denise Poirier, accountant, and Françoise Poirier, stenographer, the latter two spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors and to deal in electrical appliances and furniture under the name of "Jasmin & Gohier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11542-55)

J. Edgar Tremblay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1955, incorporating: J.-Edgar Tremblay, dealer, Simone Gagnon Tremblay, housekeeper, wife separate as to property of the said J.-Edgar Tremblay, and Claude Tremblay, employee, all of Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as farmers, under the name of "J. Edgar Tremblay Limitée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ancienne Lorette, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11675-55)

Jobin Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1955, incorporating: Jean Marien, chartered accountant, of Longueuil, Madeleine Bouchard Jobin, housewife, wife of Jean Jobin and duly authorized by him for these present purposes, Jean Jobin, manager, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Jobin Construction Inc.",

Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11704-55)

J. R. Grondin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation: Gilles Boissonneault, Guy Boissonneault et André Surprenant, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les entreprises d'une compagnie de construction, sous le nom de "J. R. Grondin Limitée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11714-55)

J. Vermandel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation: Julienne Vermandel, gérante, des cité et district judiciaire de Montréal, Roger Rouleau, comptable, de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, et Charles DesRosiers, comptable, des cité et district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles et des restaurants à l'intérieur desdites salles, sous le nom de "J. Vermandel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11588-55)

La Cie Paul Thibodeau, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Paul-Émile Thibodeau, commerçant et marchand, Françoise Caron Thibodeau, marchande, épouse séparée de biens dudit Paul-Émile Thibodeau, et dument autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Saint-Lambert, et Thom. Roussin, commerçant, de Saint-Patrice-de-Beaurivage, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer et faire le commerce de viandes, ainsi que le commerce d'épicier, d'hôtelier et restaurateur, sous le nom de "La Cie Paul Thibodeau,

with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11704-55)

J. R. Grondin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1955, incorporating: Gilles Boissonneault, Guy Boissonneault and André Surprenant, advocates of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on enterprises as a building company under the name of "J. R. Grondin Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11714-55)

J. Vermandel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1955, incorporating: Julienne Vermandel, manageress, of the city and judicial district of Montreal, Roger Rouleau, accountant, of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, and Charles ResRosiers, accountant, of the city and judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To operate bowling alleys and restaurants inside said alleys, under the name of "J. Vermandel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11588-55)

La Cie Paul Thibodeau, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Paul-Émile Thibodeau, dealer and merchant, Françoise Caron Thibodeau, merchant, wife separate as to property of the said Paul-Émile Thibodeau, and duly authorized by the latter for these present purposes, both of Saint-Lambert, and Thom. Roussin, dealer, of Saint-Patrice-de-Beaurivage, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate and carry on a business dealing in meats, as well as the business of grocer, hotel-keeper and restaurant-keeper, under the name

Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11663-55)

**La Fanfare de St-Romuald d'Etchemin
Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Robitaille, menuisier, Paul Parent, étudiant, et J.-Paul Vallières, peintre, tous de Saint-Romuald d'Etchemin, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Maintenir une organisation musicale et faire de la musique en groupe, sous le nom de "La Fanfare de St-Romuald d'Etchemin Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Romuald d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11729-55)

La Ferme Lacoursière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Gaston Bellerive, Pierre Beaudoin, comptables, et David Belhumeur, C.A., tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme, sous le nom de "La Ferme Lacoursière Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 975, rue St-Prosper, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11703-55)

Laval des Rapides Taxi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation: Gilles Boissonneault, Guy Boissonneault et André Surprenant, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Laval des Rapides Taxi Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions

of "La Cie Paul Thibodeau, Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11663-55)

**La Fanfare de St-Romuald d'Etchemin
Incorporée**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Robitaille, carpenter, Paul Parent, student, and J.-Paul Vallières, painter, all of Saint-Romuald d'Etchemin, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To maintain a musical organization and perform music as a group, under the name of "La Fanfare de St-Romuald d'Etchemin Incorporée".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Romuald d'Etchemin, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11729-55)

La Ferme Lacoursière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Gaston Bellerive, Pierre Beaudoin, accountants, and David Belhumeur, C.A., all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate a farm, under the name of "La Ferme Lacoursière Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preference shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 975 St-Prosper Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11703-55)

Laval des Rapides Taxi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June 1955, incorporating: Gilles Boissonneault, Guy Boissonneault and André Surprenant, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the transportation business, under the name of "Laval des Rapides Taxi Inc.", with a total capital stock of \$40,000,

ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11494-55)

Leduc & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1955, constituant en corporation: Jean Décarie, agent, Guy Mathieu, avocat, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Roger Savard, avocat, de Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de "Leduc & Frères Limitée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11604-55)

**"Léo Pouliot" Limited
"Léo Pouliot" Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Léopold Pouliot, marchand, Aurore Coulombe Pouliot, ménagère, épouse séparée de biens de Léopold Pouliot et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Albert William Fraser, bourgeois, et Alice Fraser, ménagère, épouse séparée de biens de Albert William Fraser et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de New-York, États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles meublant et d'articles électriques, sous le nom de "'Léo Pouliot" Limited—"Léo Pouliot" Limitée", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11480-55)

**Les Immeubles Sault Inc.
Sault Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juin 1955, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, avocats, de Westmount, Louis Mortimer Bloom-

divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laval des Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11494-55)

Leduc & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June 1955, incorporating: Jean Décarie, agent, Guy Mathieu, advocate, both of the city and judicial district of Montreal, and Roger Savard, advocate, of Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, ironware, and building materials, under the name of "Leduc & Frères Limitée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11604-55)

**"Léo Pouliot" Limited
"Léo Pouliot" Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Léopold Pouliot, merchant, Aurore Coulombe Pouliot, housewife, wife separated as to property of Léopold Pouliot, and duly authorised by him for the purpose of these presents, both of the city and judicial district of Montreal, Albert William Fraser, gentleman, and Alice Fraser, housewife, wife separated as to property of Albert William Fraser, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of New York, United States of America, for the following purposes:

To manufacture and deal in household furnishings and electrical articles, under the name of "'Léo Pouliot" Limited—"Léo Pouliot" Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11480-55)

**Les Immeubles Sault Inc.
Sault Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1955, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, advocates, of Westmount, Louis Mortimer Bloomfield, advo-

field, avocat et conseil en loi de la Reine, David Goodman, avocat, Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal et Rita Wise, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de placements sur immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Sault Inc. — Sault Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11754-55)

**Les Spécialités de Bois Franc Ltée
Hardwood Specialties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1955, constituant en corporation: Fernand Sirois, Paul Lebœuf et Maurice Hébert, tous comptables, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois, sous le nom de "Les Spécialités de Bois Franc Ltée — Hardwood Specialties Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11538-55)

Lucerne Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1955, constituant en corporation: Roger Binette, entrepreneur, Roland Primeau, employé civil, et Réal Gagnon, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de véhicules automobiles et accessoires, sous le nom de "Lucerne Motor Sales Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11685-55)

Malda Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Roberts Goba, Malda Goba, secrétaires

cate and Queen's Counsel, David Goodman, advocate, Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, of Montreal, and Rita Wise, secretary, fille majeure, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate investment business, under the name of "Les Immeubles Sault Inc. — Sault Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11754-55)

**Les Spécialités de Bois Franc Ltée
Hardwood Specialties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1955, incorporating: Fernand Sirois, Paul Lebœuf and Maurice Hébert, all accountants, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in wood under the name of "Les Spécialités de Bois Franc Ltée — Hardwood Specialties Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11538-55)

Lucerne Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1955, incorporating: Roger Binette, contractor, Roland Primeau, civil employee, and Réal Gagnon, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing generally in motor vehicles and accessories, under the name of "Lucerne Motor Sales Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11685-55)

Malda Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Roberts Goba, Malda Goba, secretaries, and Fred Singer,

et Fred Singer, importateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou des intérêts en iceux; ériger des bâtisses et exercer le commerce de construction, sous le nom de "Malda Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417 C. E. CANTIN.

(P.G. 11511-55)

Metropole Neon Signs Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix sept juin 1955, constituant en corporation: Jules Beauregard, Guy Gagnon et David Wood, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques et particulièrement des enseignes Néon, sous le nom de "Metropole Neon Signs Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11664-55)

Paul Dubé & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1955, constituant en corporation: Paul Dubé, entrepreneur, Camille Potvin, opérateur de tracteur, et Émile Bélanger, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général, sous le nom de "Paul Dubé & Fils Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11709-55)

**Pomerleau Shannon Ltd
(Pomerleau Shannon Limitée)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1955, constituant en corporation: Denise Laperrière, secrétaire, Pierre Robillard, étudiant en droit, et Charles Robillard, chauffeur d'autobus, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

importer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein; to erect buildings and to deal in building material, under the name of "Malda Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11511-55)

Metropole Neon Signs Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June 1955, incorporating: Jules Beauregard, Guy Gagnon and David Wood, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical apparatus and appliances and especially Néon signs, under the name of "Metropole Neon Signs Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11664-55)

Paul Dubé & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1955, incorporating: Paul Dubé, contractor, Camille Potvin, tractor operator, and Émile Bélanger, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general contractor under the name of "Paul Dubé & Fils Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$5 each and into 1,000 preference shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11709-55)

**Pomerleau Shannon Ltd
(Pomerleau Shannon Limitée)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July 1955, incorporating: Denise Laperrière, secretary, Pierre Robillard, student-at-law, Charles Robillard, bus driver, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire tout travail de bois ou de menuiserie, sous le nom de "Pomerleau Shannon Ltd (Pomerleau Shannon Limitée)", avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11659-55)

Poulin & Paré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1955, constituant en corporation: Jean-Yves Poulin, manufacturier, de Saint-Martin, Omer Paré, entrepreneur, et Auréa Loignon, commis, ces deux derniers de Saint-Côme, tous du district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Poulin & Paré Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11719-55)

Quebec Metal Products Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1955, constituant en corporation: Pierre Warren, Raymond Desjardins, ingénieurs civils, et Roland English, agent, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Quebec Metal Products Co. Ltd", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à 138, Grande Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11723-55)

Robert Dubé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Robert Dubé, garagiste, Alida Blondin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Dubé et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Cécile Blondin, opératrice, fille majeure, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To carry out wood work or carpentry work, of every nature and kind, under the name of "Pomerleau Shannon Ltd (Pomerleau Shannon Limitée)", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11659-55)

Poulin & Paré Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June 1955, incorporating: Jean Yves Poulin, manufacturer, of Saint Martin, Omer Paré, contractor, and Auréa Loignon, clerk, the two latter of Saint Côme, all of the judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on business as builders and deal in building materials, under the name of "Poulin & Paré Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauport, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11719-55)

Quebec Metal Products Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1955, incorporating: Pierre Warren, Raymond Desjardins, civil engineers, and Roland English, agent, all of the city and judicial district of Québec, for the following purposes:

To deal in building materials under the name of "Quebec Metal Products Co. Ltd", with a capital stock divided into 200 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at 138, Grande Allée, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11723-55)

Robert Dubé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June 1955, incorporating: Robert Dubé, garage-keeper, Alida Blondin, house-keeper, wife contractually separate as to property of the said Robert Dubé and duly authorized by him for the purposes herein, and Cécile Blondin, operator, fille majeure, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de "Robert Dubé Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11700-55)

Service Social de Beauce

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation sans capital-actions: L'Abbé Jos.-Odilon Roy, prêtre, curé, de Saint-Joseph, Beauce, l'abbé Eudore Bourbeau, prêtre curé, de Sacré-Cœur-de-Jésus, Beauce, André Taschereau n.p., P.C.S., de St-Joseph de Beauce, J.-A. DeBlois, courtier en assurances, de Beauceville-est, Dr Pierre Morisset, médecin, de ville Saint-Georges, Beauce, Dr V.-E. Groleau, médecin, de East Broughton, et Daniel Jacob, courtier, de Vallée-Jonction, tous du district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Offrir aux individus et aux familles aux prises avec des problèmes d'adaptation sociale, des services professionnels d'assistance et de traitement, sous le nom de "Service Social de Beauce".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joseph, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11523-55)

**Services Universels de Publicité Incorporés
Universal Advertising Services Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1955, constituant en corporation: Paul-Émile Le Jour, Edward G. Tannage, avocats, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et conduire une entreprise générale de publicité, sous le nom de "Services Universels de Publicité Incorporés — Universal Advertising Services Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11702-55)

Sili-Qua Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

To carry on business as a transportation company, under the name of "Robert Dubé Inc." with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11700-55)

Service Social de Beauce

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Odilon Roy, priest, pastor, of Saint-Joseph, Beauce, Rev. Eudore Bourbeau, priest, pastor of Sacré-Cœur-de-Jésus, Beauce, André Taschereau, N.P., P.S.C., St-Joseph-de-Beauce, J.-A. DeBlois, insurance broker, of Beauceville-East, Dr. Pierre Morisset, physician, of the town of Saint-Georges, Beauce, Dr. V. E. Groleau, physician, of East Broughton, and Daniel Jacob, broker, of Valley Junction, all of the judicial district of Beauce, for the following purposes:

To offer individuals and families involved with problems of social adaptation, assistance and treatment of professional services, under the name of "Service Social de Beauce."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11523-55)

**Services Universels de Publicité Incorporés
Universal Advertising Services Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June 1955, incorporating: Paul-Émile Le Jour, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Establish, maintain and conduct a general advertising business, under the name of "Services Universels de Publicité Incorporés — Universal Advertising Services Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000, common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11702-55)

Sili-Qua Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Paul Versailles, industriel, de Ville Saint-Laurent, Jacques Robitaille, entrepreneur, et Jean Bruneau, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant à nettoyer, réparer, renover, embellir et restorer l'intérieur et l'extérieur de toutes constructions en général, sous le nom de "Sili-Qua Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11505-55)

Villa Tracadieche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Marc LeBlanc, médecin, Jean B. Gauthier, Clovis Bernard, marchands, Raynald Cullen, coiffeur, Paul Paquet, comptable, de Carleton, et Lorenzo Bernard, industriel, de L'Alverne, tous du district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Procurer des loisirs sains de toutes sortes, sous le nom de "Villa Tracadieche Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Carleton-sur-Mer, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11498-55)

Vitrierie St-Jérôme Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1955, constituant en corporation: Jean Décarie, Guy Mathieu, agents, des cité et district judiciaire de Montréal, et Roger Savard, agent, de Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de "Vitrierie St-Jérôme Glass Inc.", avec un capital total de \$35,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Paul Versailles, industrialist, of Ville St-Laurent, Jacques Robitaille, contractor, and Jean Bruneau, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business which consists in cleaning, repairing, embellishing and restoring the interior and exterior of all buildings in general under the name of "Sili-Qua Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11505-55)

Villa Tracadieche Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Marc LeBlanc, physician, Jean B. Gauthier, Clovis Bernard, merchants, Raynald Cullen, hairdresser, Paul Paquet, accountant, of Carleton, and Lorenzo Bernard, industrialist, of L'Alverne, all of the judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To encourage healthy recreational activities of every nature and kind, under the name of "Villa Tracadieche Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Carleton-sur-Mer, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(A.G. 11498-55)

Vitrierie St-Jérôme Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1955, incorporating: Jean Décarie, Guy Mathieu, agents, of the city and judicial district of Montreal, and Roger Savard, agent, of Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business of dealing in hardware, ironware and building materials, under the name of "Vitrierie St-Jérôme Glass Inc.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 250 preference shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(P.G. 11601-55)

J. L. Levesque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1955, constituant en corporation: Luc DuSault, comptable, Francine Laurendeau, secrétaire, fille majeure, et André Charron, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtier et marchand de valeurs mobilières, agent et courtier pour placements, paiements et transmission d'argent, sous le nom de "J. L. Levesque Inc.", avec un capital divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,975 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40417-o P. FRENETTE.

(A.G.:11601-55)

J. L. Levesque Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1955, incorporating: Luc DuSault, accountant, Francine Laurendeau, secretary, spinster, and André Charron, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a broker and dealer in securities, agent and broker for investments, money transactions and payments, under the name of "J. L. Levesque Inc.", with a capital stock divided into 500 shares without nominal or par value and into 1,975 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1955.

P. FRENETTE,
40417 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 11571-55)

Granby Autorama Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juin 1955, à la compagnie "Brouillard Automobile, Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9 mai 1952, 1°) changeant son nom en celui de "Granby Autorama Inc."; 2°) augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11571-55)

Granby Autorama Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June fifteenth, 1955, to the company "Brouillard Automobile, Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 9, 1952, 1.) changing its name into that of "Granby Autorama Inc."; 2.) increasing the number of its Directors from three to four.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(P.G. 11731-55)

Jean Provost & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit juin 1955, à la compagnie "Jean Provost & Cie Ltée", augmentant son capital de \$500 à \$146,500: le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions communes de \$5, 300 actions privilégiées Classe "A" de \$150 chacune et en 1000 actions privilégiées Classe "B" de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11731-55)

Jean Provost & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June eighteenth, 1955, to the company "Jean Provost & Cie Ltée", increasing its capital stock from \$500 to \$146,500: the additional capital stock being divided into 200 common shares of \$5, 300 preference Class "A" shares of \$150 each and into 1000 preference Class "B" shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

(P.G. 11370-55)

Jonathan Logan of Canada, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept juin 1955, à la

(A.G. 11370-55)

Jonathan Logan of Canada, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June twenty-seventh, 1955, to the company "Teen

compagnie "Teen Togs Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 août 1944, sous le nom originnaire de "Jane Junior Hollywood Inc.", et par lettres patentes supplémentaires en date du 30 août 1945, changeant ledit nom originnaire en celui de "Teen Togs Inc.", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 6 novembre 1951, changeant de nouveau son nom en celui de "Jonathan Logan of Canada, Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

Togs Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 4th, 1944, under the original name of "Jane Junior Hollywood Inc.", and by supplementary letters patent dated August 30th, 1945, changing the said original name into that of "Teen Togs Inc.", and by new supplementary letters patent dated November 6th, 1951, again changing its name into that of "Jonathan Logan of Canada, Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 847

—
Québec, le 3 août 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

CONCERNANT certains actes administratifs du ministère de la Chasse et des pêcheries.

CONCERNANT le changements du comté de Kamouraska de la section sud-est de Québec à la section Laurentides et de Gaspé.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 644, en date du 21 février 1946, divisait la province de Québec en cinq sections de chasse;

ATTENDU QUE le comté de Kamouraska était inclus dans la section sud-est de Québec (Zone B);

ATTENDU QUE les conditions biologiques du comté de Kamouraska sont sensiblement les mêmes que celles qui prévalent dans les comtés voisins de Rivière-du-Loup et Témiscouata dans la section des Laurentides et de Gaspé (Zone C);

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, tel qu'amendé par 9 George VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre de la Chasse et des pêcheries:

QUE le comté de Kamouraska soit inclus dans la section des Laurentides et de Gaspé, connue également sous le nom de Zone C, en tant que la chasse est concernée;

QUE l'arrêté en conseil numéro 644, en date du 21 février 1946, soit modifié en conséquence.

CONCERNANT la chasse au chevreuil

ATTENDU QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 777, en date du 30 juin 1953, stipulait que dans la section sud-est de Québec, connue aussi sous le nom de Zone B, il n'était permis de chasser que le mâle du chevreuil du 1er novembre au 30 novembre inclusivement et qu'il était défendu en tout temps de tuer la femelle et les jeunes de moins d'un an de ces animaux;

ATTENDU QUE le chevreuil est rare dans la section nord, connue aussi sous le nom de Zone E, et qu'il y aurait lieu d'en défendre la chasse afin d'essayer d'améliorer, si possible, l'état actuel de la population;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 847

—
Quebec, August 3rd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the change in the county of Kamouraska of the southeast section of Quebec to the Laurentian and Gaspé section.

WHEREAS Order in Council 644, dated February 21st, 1946, divided the Province of Quebec into five hunting sections;

WHEREAS the county of Kamouraska was included in the southeast section of Quebec (Zone B);

WHEREAS biological conditions of the county of Kamouraska are essentially identical with those which prevail in the neighboring counties of Rivière-du-Loup and Témiscouata in the Laurentian and Gaspé section (Zone C);

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, as amended by 9 George VI, 1945;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the county of Kamouraska be included in the Laurentian and Gaspé section, also known as Zone C, insofar as hunting is concerned;

THAT Order in Council number 644, dated February 21st, 1946, be amended in consequence thereof.

CONCERNING the hunting of Deer.

WHEREAS that part of Order in Council number 777, dated June 30th, 1953, stipulated that in the southeast section of Quebec, also known as Zone B, it was permitted to hunt the buck deer only from November 1st to November 30th inclusively and that it was forbidden at all times to kill the doe and fawn of less than one year of said animals.

WHEREAS deer is scarce in the northern section also known as Zone E, and that it would be expedient to prohibit the hunting thereof so as to improve, if possible, the present state of population;

ATTENDU QUE les adeptes du tir à l'arc, qui sont de plus en plus nombreux dans le Québec, ont demandé une saison spéciale de chasse au chevreuil à l'arc à titre expérimental et que la Réserve Horton, dans le comté de Rimouski, est l'endroit désigné pour cette expérience;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, tel qu'amendé par 9 George VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'à titre d'expérience biologique, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Bellechasse, Montmagny et L'Islet, lesquels sont inclus dans la section sud-est de Québec (Zone B), il soit défendu de chasser le chevreuil du 1er jour de décembre d'une année au 14ième jour d'octobre de l'année suivante, inclusivement, et qu'il soit permis dans lesdits comtés d'y chasser le mâle et la femelle comme c'est le cas dans les Zones C, D et E;

QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre le chevreuil dans la section nord, connue aussi sous le nom de Zone E, en tout temps de l'année, d'hui au 1er juillet 1960;

QUE dans la Réserve Horton, dans le comté de Rimouski, il soit permis de chasser le chevreuil à l'arc seulement, du dix (10) au vingt-quatre (24) septembre inclusivement, sujet aux autres lois et règlements de chasse en vigueur dans cette province;

QUE l'arrêté en conseil numéro 644, en date du 21 février 1946, et la partie de l'arrêté en conseil numéro 777, en date du 30 juin 1953, concernant la chasse au chevreuil, soient amendés en conséquences.

CONCERNANT la chasse au faisán.

ATTENDU QUE le département de la Chasse conduit des expériences sur l'acclimatation du faisán;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, tel qu'amendé par 9 George VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre de la Chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de détruire, endommager, cueillir ou enlever les œufs de faisán;

QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre des faisáns à l'état libre, en tout temps, dans les Parcs, les Réserves et ailleurs dans la province, du 1er novembre, inclusivement, d'une année, au 14 octobre, inclusivement, de l'année suivante. Cette défense ne s'applique pas, cependant, aux faisáns élevés en captivité ou libérés par les particuliers sur des territoires privés organisés pour des fins de chasse sportive;

QU'il soit défendu de tuer plus de trois (3) faisáns par jour et plus de neuf (9) faisáns durant une même saison de chasse;

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 790, en date du 23 juillet 1952, concernant la chasse au faisán, soit abrogée.

CONCERNANT la chasse pour les enfants de moins de 16 ans.

ATTENDU que la chasse pratiquée par les enfants de moins de 16 ans constitue un danger pour les autres personnes en forêt;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, tel qu'amendé par 9 George VI, 1945;

WHEREAS, adepts at archery, who are increasing in number throughout Quebec, have applied for a special deer hunting season with the bow for experimental purposes and that the Horton Reserve, in the county of Rimouski, is deemed a proper place for such an experiment;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised statutes of Quebec, as amended by 9 George VI, 1945;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT for the purpose of biological experiment, in the counties of Lotbinière, Lévis, Bellechasse, Montmagny and L'Islet, which are also included in the southeast section of Québec (Zone B), it is forbidden to hunt deer from the first day in December during one year, to the fourteenth day of October of the following year, inclusively, and that it be allowed, in the same counties, to hunt the buck and the doe, as is the case in Zones C, D and E;

THAT it be prohibited to hunt, kill or take deer in the northern section, also known under the name of Zone E, at all times of the year, as of this day to july first, 1960;

THAT in the Horton Reserve, in the county of Rimouski, it be allowed to hunt deer with the bow only, from the tenth (10th) to the twenty-fourth (24th) of September inclusively, subject to the other game laws in force in this Province;

THAT Order in Council number 644, dated February 21st, 1946, and that part of Order in Council number 777, dated June 30th, 1953, concerning the hunting of deer, be amended in consequence thereof.

CONCERNING the hunting Pheasant.

WHEREAS the Department of Game is carrying out experiments on the acclimatization of pheasant;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised statutes of Quebec, 1941, as amended by 9 George VI, 1945;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it is forbidden to destroy, damage, gather or take away pheasants' eggs;

THAT it be forbidden to hunt, kill or take pheasant in its free state at any time in the Parks, Reserves and elsewhere in the Province, from November 1st, inclusively, for one year to October 14th, inclusively of the following year. This prohibition does not, however, apply to pheasants bred in captivity or liberated by private individuals on private territories organized for the sport of hunting;

THAT it be forbidden to kill more than three (3) pheasants per day and more than nine (9) pheasants during the same hunting season;

THAT the part of Order in Council number 790 dated July 23rd, 1952, concerning the hunting of pheasant be repealed.

CONCERNING hunting for children under 16 years of age.

WHEREAS hunting carried on by children under 16 years of age constitutes a danger for other people in the forest;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised statutes of Québec 1941, as amended by 9 George VI, 1945;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE tout enfant âgé de moins de 16 ans devra, pour chasser, être porteur d'un permis de chasse et être accompagné d'une personne responsable, âgée d'au moins 21 ans et munie elle-même de son permis de chasse.

L. DÉSILETS,
40426-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT any child under sixteen years of age shall, in order to hunt, carry a hunting permit and be accompanied by a responsible person of at least 21 years of age and also provided with his own hunting permit.

L. DÉSILETS,
40426 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

INCORPORATION EN VILLE

Avis est donné que le Village de Senneterre Abitibi-Est, P. de Québec, constitué en Corporation de Village sous le nom de: "Municipalité du Village de Senneterre," le 1er janvier 1948, G. O. 13 décembre 1947, N° 50 Vol. 79 demandera son incorporation en Municipalité de Ville en conservant le même territoire.

Le nom de la municipalité projetée sera "Ville de Senneterre"

b) les limites seront les mêmes que celles qui existent actuellement.

c) le chiffre de la population est de 2,688 deux mille six cent quatre-vingt-huit personnes.

d) la corporation sera érigée en ville à partir de l'émission des Lettres Patentes.

Senneterre, Québec, 23 juillet 1955.
La Corporation du Village de Senneterre,
Le Secrétaire-trésorier,
40353-30-4-o Me NICOLAS LAROCHELLE.

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que Donohue Brothers Limited de Clermont, comté de Charlevoix, se propose de demander:

a) l'approbation d'un barrage construit en 1954 au Premier lac Des Marais (Prémices), ruisseau Des Marais, tributaire de la Petite Rivière Malbaie dans le bassin de drainage de la Rivière Malbaie, secteur "Est" du Parc National des Laurentides;

b) l'autorisation de baisser au cours de cette année le niveau actuel dudit lac Des Marais.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Charlevoix, à la Baie Saint-Paul.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donohue Brothers Limited,
Le Secrétaire,
40399-31-4-o A. ÉMILE BEAUBAIS.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fonda-

Miscellaneous Notices

NOTICE

INCORPORATION AS TOWN

Notice is hereby given that the Village of Senneterre Abitibi-Est, P. Quebec, incorporated as a Village under the name: Municipalité of the Village of Senneterre, on the first day of January 1948, G. O. December 13, 1947, No. 50 lib. 79, shall apply for his incorporation as a town keeping the same territory.

The name of the Municipality shall be: Town of Senneterre.

b) The limits shall be the same as they are actually.

c) The number of population is 2,688 two thousand six hundred and eighty-eight persons.

d) The Corporation shall be erected as a town at the date of the Patent Letters.

Senneterre, Que., 23th day of July 1955.
The Corporation of the Village of Senneterre,
Me NICOLAS LAROCHELLE,
40353-30-4-o Secretary-Treasurer.

NOTICE OF APPLICATION OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Donohue Brothers Limited of Clermont, county of Charlevoix, intends applying for:

a) the approval of a dam constructed in 1954 on Premier lac Des Marais (Prémices), Des Marais brook, tributary of "Petite Rivière Malbaie" in the drainage basin of "Rivière Malbaie" eastern sector of the Laurentides National Park.

b) the authorization to lower, during the course of this year, the present level of the said Lake Des Marais.

Notice is also given that a petition to this effect, accompanied by plans and specifications showing the site chosen for the construction of this work and the land which shall be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of these plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the second registration division of Charlevoix, at Baie Saint-Paul.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Donohue Brothers Limited,
A. ÉMILE BEAUBAIS,
40399-31-4 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

tion du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation St-Romuald de Farnham Inc.", en date du 12 juillet 1955, dont le siège social est située à Farnham, comté de Missisquoi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quatre août 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40425-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés Municipaux de Pointe Claire", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-huit juillet 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Pointe Claire, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40424-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a émis, le vingt-sept juillet 1955, un certificat constituant en corporation la "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Narcisse", dont le siège social est situé en la paroisse de Saint-Narcisse-de-Champlain, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-huit juillet 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40427-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

J. H. LAROCHELLE & FILS LIMITÉE

Avis est donné que conformément au règlement No. 31, adopté par ses directeurs et ratifié par ses actionnaires, "J. H. Larochelle & Fils Limitée", distribuera à ses actionnaires tous ses actifs nets.

Québec, ce premier août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
40428-o J. A. DUBÉ.

(P.G. 13836-52)

LAURENTIAN TITANIUM MINES LTD.
(No Personal Liability)

Règlement Spécial "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

"Attendu qu'il est opportun et de l'intérêt de la compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de cinq à sept.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété que les affaires de la compagnie soient administrées par un bureau de direction composé de sept directeurs dont quatre formeront quorum.

Que le secrétaire de la compagnie soit et il est, par les présentes, dirigé à déposer ledit

foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation St-Romuald de Farnham Inc." under, date of July 12th, 1955, whereof the head office is at Farnham, county of Missisquoi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this forth day of August, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40425 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés Municipaux de Pointe Claire" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July twenty-eight, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Pointe Claire, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
40424 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has issued on July twenty-seventh, 1955, a certificate of incorporation for the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Narcisse", whose head office is situate in the parish of Saint-Narcisse-de-Champlain, in the judicial district of Trois-Rivières, and such pursuant to the provisions of sections 15 and following of the Act concerning the "Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières", 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June sixteenth 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40427 Under Secretary of the Province.

NOTICE

J. H. LAROCHELLE & FILS LIMITÉE

Notice is hereby given that pursuant to by-law No. 31, adopted by its Directors and ratified by its shareholders, "J. H. Larochelle & Fils Limitée", will distribute to its shareholders all its net assets.

Quebec, this first day of August, 1955.

J. A. DUBÉ,
40428 Secretary-Treasurer.

(A.G. 13836-52)

LAURENTIAN TITANIUM MINES LTD.
(No Personal Liability)

Special By-law "B"

A By-law to increase the number of Directors of the company.

"Whereas it is expedient and in the interests of the company that the number of Directors be increased from five to seven.

Be and it is hereby enacted that the affairs of the company shall be managed by a Board of seven Directors, four of whom shall form a quorum.

That the Secretary of the company be and he is hereby instructed to lodge the said Special

règlement spécial "B" au département du Procureur général de la province de Québec et qu'il soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

Certifié vraie copie.

Montréal, Québec, 27 juillet 1955.

40431 L'Assistant-secrétaire,
HELEN HAGUE.

Province de Québec — District d'Arthabaska

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE WARWICK

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Village de Warwick, comté d'Arthabaska, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour être érigée en ville, et que:

1° Le nom de la municipalité projetée sera: "La Ville de Warwick";

2° Les limites de la municipalité seront les suivantes: "Au nord-ouest par la limite entre le premier rang et le deuxième rang du Canton de Warwick, au nord-est par la ligne de division des lots 36 et 39 ainsi que son prolongement ou les lots 37 et 38 du premier rang du Canton de Warwick, au sud-est par la limite entre le premier rang du Canton de Warwick et le premier rang du Canton de Tingwick, et finalement au sud-ouest par les lots 212 et 226 du premier rang du Canton de Warwick;

La municipalité comprendra les lots suivants du cadastre révisé d'une partie du premier rang du Canton de Warwick dans le comté d'Arthabaska.

Les lots 38 à 59 inclusivement ainsi que leurs subdivisions. Les lots 121 à 212 inclusivement ainsi que leurs subdivisions;

3° Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil est de 2166;

4° La municipalité sera érigée en ville sous l'empire de la loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, chapitre 233".

Warwick, le 18 juillet 1955.

CORPORATION DU VILLAGE
DE WARWICK,
Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID MAILHOT.

40436-32-4-o

By-law "B" with the Department of the Attorney-General of the Province of Quebec and to cause the same to be printed in the *Quebec Official Gazette*."

Certified true copy.

Montreal, Quebec, July 27th, 1955.

40431-o HELEN HAGUE,
Assistant-Secretary.

Province of Quebec — District of Arthabaska

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF WARWICK

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Warwick, County of Arthabaska, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to be erected into a town and that:

1. The name of the projected municipality shall be: "The Town of Warwick";

2. The limits of the municipality shall be the following: "On the Northwest, by the limits between the first range and the second range of the Township of Warwick, on the Northeast, by the dividing line of lots 36 and 39 as well as its prolongation or lots 37 and 38 of the first range of the Township of Warwick on the south-east, by the limits between the first range of the Township of Warwick and the first range of the Township of Tingwick, and finally on the south-west, by lots 212 and 226 of the first range of the Township of Warwick;

The municipality shall be comprised of the following lots of the revised cadastre of a part of the first range of the Township of Warwick in the county of Arthabaska.

Lots 38 to 59 inclusively as well as their subdivisions. Lots 121 to 212 inclusively as well as their subdivisions;

3. Total population as recorded by the census ordered by the council is 2166;

4. The municipality shall be erected into a town under the Cities and Towns Acts, R.S.Q. 1941, chapter 233".

Warwick, July 18, 1955.

CORPORATION OF THE VILLAGE
OF WARWICK,
WILFRID MAILHOT,
Secretary-Treasurer.

40436-32-4

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented prior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st, 1955, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.

ANTOINE LEMIEUX,
40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

HORTICULTURAL PRODUCTS LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Horticultural Products Limited", donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 5 juillet 1955.

40419-o

Le Secrétaire,
H. MICHAUD.

HORTICULTURAL PRODUCTS LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Horticultural Products Limited" hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, July 5th, 1955.

40419-o

H. MICHAUD,
Secretary.

MARIEN-WILSON LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Marien-Wilson Limited" donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 5 juillet 1955.

40420-o

Le Secrétaire,
H. MICHAUD.

MARIEN-WILSON LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Marien-Wilson Limited", hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, July 5th, 1955.

40420-o

H. MICHAUD,
Secretary.

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Laurendeau Lumber Inc" demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

40421-o Le Procureur de la compagnie,
FRANÇOIS NOBERT.

NOTICE

Take notice that the company "Laurendeau Lumber Inc" shall apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

40421 FRANÇOIS NOBERT,
Attorney for the Company

DUPLEX TEXTILES LTD.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie "Duplex Textiles Ltd.", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 1er août 1955.

40442-o Le Président,
(Signé) H. BORNSTEIN.

DUPLEX TEXTILES LTD.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Duplex Textiles Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, August 1st, 1955.

40442-o (Signed) H. BORNSTEIN,
President.

LA CIE D'EXCAVATIONS BONNEAU LTÉE

"La Cie d'Excavations Bonneau Ltée" donne avis par les présentes qu'elle présentera une requête conformément à la Loi des Compagnies de Québec afin que l'abandon de sa charte soit acceptée par le Procureur général de la Province de Québec, qu'il en ordonne l'annulation et qu'il fixe une date à compter de laquelle la Compagnie sera dissoute.

Mackayville, le 2 août 1955.

(Sceau) Le Président,
LÉOPOLD A. BONNEAU.

40443-o Le Secrétaire-trésorier,
PAUL THIBODEAU.

LA CIE D'EXCAVATIONS BONNEAU LTÉE

"La Cie d'Excavations Bonneau Ltée" hereby gives notice that it will make application under The Quebec Companies' Act asking that the surrender of its charter be accepted by the Attorney General of the Province of Quebec, that its cancellation be directed and that a date be fixed upon and from which the Company shall be dissolved.

Mackayville, August 2nd 1955.

(Seal) LÉOPOLD A. BONNEAU,
President.

40443-o PAUL THIBODEAU,
Secretary-Treasurer.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 499-55)

Avis est donné que la compagnie "Memphremagog Broadcasting Company, Inc." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est au village de Rock Island, district judiciaire de St-François.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. Albert H. Frégeau, procureur et conseil en loi de la Reine, dudit village de Rock Island, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce neuvième jour d'août 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40417 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 499-55)

Notice is hereby given that "Memphremagog Broadcasting Company, Inc.", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is at the Village of Rock Island, in the Judicial District of St. Francis.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Albert H. Frégeau, Attorney and Queen's Counsel, of the said Village of Rock Island, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary this ninth day of August, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40417-o Under Secretary of the Province.

Compagnie dissoute

(P.G. 1433-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. O. Bouchard & Fils Ltée, Chambord", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mars 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du cinq août 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40417-o C. E. CANTIN.

Company Dissolved

(A.G. 1433-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. O. Bouchard & Fils Ltée, Chambord", incorporated by letters patent dated March 1st, 1950.

Notice is also given that from and after August fifth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40417 Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 juin 1955 du conseil municipal de la corporation de Louis-Joliette, dans le comté de Dorchester, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a décrété, en date du 8 août 1955, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Le 8 août 1955.

Le Ministre des Affaires municipales,
40429-o YVES PRÉVOST, C.R.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution of June 6th, 1955, of the Municipal Council of the Corporation of Louis-Joliette, in the county of Dorchester, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 8th, 1955, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

August 8th, 1955.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
40429 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 416-55.

Québec, le 5 août 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Henryville, dans le comté d'Iber-

Department of Education

No. 416-55.

Quebec, August 5th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Henryville, in the county of

ville, les lots 1 à 38 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges-d'Henryville, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jacques-de-Clarenceville, dans le comté de Missisquoi.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40445-32-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Iberville, lots 1 to 38 inclusively of the official cadastre of the parish of St-Georges-d'Henryville, to annex them to the school municipality of St-Jacques-de-Clarenceville, in the county of Missisquoi.

O. J. DÉSAULNIERS,
40445-32-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-François-de-Sales division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 13-63 à 13-132 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1955.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
40418-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. François-de-Sales registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 13-63 to 13-132 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, July the 26th, 1955.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
40418-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Dasserat division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que les lots 57, 58-B, 59-B, 60-C et 61-C du rang IV sont corrigés et les lots 1 à 25 du rang C sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 mars 1955.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
40418-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the township of Dasserat Registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lots 57, 58-B, 59-B, 60-C et 61-C of range IV are corrected and lots 1 to 25 of range C are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, March the 2nd, 1955.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
40418-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-François, rendue obligatoire par le décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret savoir:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Francis, rendered obligatory by the decree No. 255 of March 5th, 1953, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree, to wit:

1° Au paragraphe a) de l'article V, les sous-paragraphe commençant par les mots "Zone B" et "Zone D" seront remplacés par les suivants: "Zone B: La ville de Mégantic et le village de Disraeli et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives."

1. In subsection a) of section V, the paragraphs beginning with the words "Zone B" and "Zone D" will be replaced by the following: "Zone B: The town of Megantic and the village of Disraeli and a radius of five (5) miles from their respective limits."

"Zone D: La ville de Coaticook, les villages de St-Herménégilde de Barford et de Sawyer-ville et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives."

"Zone D: The town of Coaticook, the villages of St. Hermenegilde of Barford and Sawyer-ville, and a radius of five (5) miles from their respective limits."

2° Le paragraphe a) de l'article XII sera remplacé par le suivant:

2. Subsection a) of section XII will be replaced by the following:

XII. Apprentissage: a) Aucun apprenti n'est accepté avant d'avoir seize (16) ans révolus. Tout apprenti doit avoir terminé sa huitième (8)

XII. Apprenticeship: a) No apprentice is accepted before 16 years of age. The apprentice must have completed the eighth year of Ele-

année de cours élémentaire, en ce qui concerne le métier de barbier, et sa neuvième (9) année en ce qui concerne le métier de coiffeur ou coiffeuse. Le certificat ou attestation à cet effet doit émaner des registres de la maison d'enseignement où l'apprenti a fait et terminé ses études et être contresigné par le secrétaire de la commission scolaire concernée. A défaut, l'apprenti doit subir un examen d'équivalence".

3° L'alinéa suivant sera ajouté et deviendra le deuxième alinéa du sous-paragraphe *d-i* de l'article XII:

"Pour le métier de la coiffure, un stage de trois (3) ans comme apprenti dans un salon autorisé par le Comité paritaire et des examens obligatoires tous les ans, au mois de mars, devant le Bureau d'Examineurs du Comité paritaire. Cependant, pour accomoder les apprentis en coiffure qui terminent leur trois (3) années d'apprentissage après le mois de mars de chaque année, ledit Bureau d'Examineurs tiendra en plus et le cas échéant une séance d'examen pour l'obtention du certificat de qualification au mois de septembre."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 août 1955. 40423-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'item "Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright)" apparaissant à l'échelle de salaires de l'article III sera remplacé par le suivant:

	Zones	
	I	II
"Charpentier-menuisier.....	\$1.82	\$1.25"

2° L'item suivant sera ajouté dans l'échelle de salaires de l'article III, après l'item "Jointoyeur":

	Zones	
	I	II
"Latteur.....	\$1.85	

3° L'item suivant sera ajouté dans l'échelle de salaires de l'article III, après l'item "Mécanicien — construction":

	Zones	
	I	II
"Mécanicien (Millwright)....	\$1.75	\$1.25

4° L'item "Plâtrier" apparaissant à l'échelle de salaires de l'article III sera remplacé par le suivant:

	Zones	
	I	II
"Plâtrier.....	\$1.95	\$1.60"

mentary Course, as regards the barbering trade, and the ninth year as regards the hairdressing trade; any certificate to that effect shall be issued from the registers of the establishment where the apprentice has made and completed his studies. Such document shall be countersigned by the Secretary of the School Commission concerned. Otherwise, the apprentice shall give proof of equivalent qualification before sitting for the examination.

3. The following sub-paragraphs will be added and shall become the second sub-paragraph of paragraph *d-i* of section XII:

"As regard the hairdressing trade, a period of three (3) years as apprentice in a parlor authorized by the Parity Committee and compulsory examinations every year, in March, before the Board of Examiners of the Parity Committee. However, to accomodate hairdressing apprentices who complete their three-year apprenticeship after the month of March of each year, the said Board of Examiners shall hold another examination sitting in September."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 13th, 1955. 40423-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree No. 1254 of November 10th, 1949, have petitioned him to amend the said decree, as amended, as follows:

1° The item "Carpenter-joiner and millwright" contained in the wage scale of section III will be replaced by the following:

	Zones	
	I	II
"Carpenter-joiner.....	\$1.82	\$1.25"

2° The following item will be added in the wage scale of section III, after the item "Joint Pointer":

	Zones	
	I	II
"Lather.....	\$1.85	

3° The following item will be added in the wage scale of section III, after the item "Mechanic-construction":

	Zones	
	I	II
"Millwright.....	\$1.75	\$1.25"

4° The item "Plasterer" contained in the wage scale of section III, will be replaced by the following:

	Zones	
	I	II
"Plasterer.....	\$1.95	\$1.60"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, le 13 août 1955. 40423-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Québec, August 13th, 1955. 40423

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective relative au travail d'isolement d'amiante, rendue obligatoire par la section B (article XXII-B) du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section B de la façon suivante:

1° Le sous-paragraphe 2 du paragraphe f) sera remplacé par le suivant:

"2° L'employeur peut avoir un apprenti par mécanicien. Cette proportion est établie en regard du nombre total de salariés d'un employeur et non en regard du nombre de salariés affectés à un chantier distinct de construction."

2° Le paragraphe g) sera remplacé par le suivant:

"g) Taux minima de salaires:	l'heure
1° Apprentis:	
1ère année.....	\$0.95
2ème année.....	1.15
3ème année.....	1.30
4ème année.....	1.50
Mécanicien en isolement d'amiante.....	2.05

2° Contremaître:

S'il dirige une équipe d'au moins cinq (5) hommes.....	2.15
S'il dirige une équipe d'au moins dix (10) hommes.....	2.20
S'il dirige une équipe d'au moins quinze (15) hommes.....	2.25
S'il dirige une équipe de vingt (20) hommes ou plus.....	2.30"

3° Les paragraphes suivants seront ajoutés:

"i) Les salariés ne fournissent pas les outils lorsqu'on utilise du Foamglass; sinon, les employeurs doivent leur verser une compensation afin de remplacer les outils usés."

"j) Les dispositions de la présente section "B" demeureront en vigueur jusqu'au 31 mai 1957."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, le 13 août 1955. 40423-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de la Cons-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to asbestos insulation work, rendered obligatory by part B (section XXII-B) of decree number 1021 of September 10th, 1953, concerning the construction industry and trades in the region of Montreal, have submitted to him a petition to amend the said part B as follows:

1° Paragraph 2 of subsection f) will be replaced by the following:

"2. The employer has the right to employ one (1) apprentice to each mechanic. This ratio shall apply to the total number of employees per employer and not to any specific construction operation."

2. Subsection g) will be replaced by the following:

g) Minimum wage rates:	per hour
1. Apprentices:	
1st year.....	\$0.95
2nd year.....	1.15
3rd year.....	1.30
4th year.....	1.50
Asbestos insulation mechanic.....	2.05

2. Foreman:

in charge of at least 5 men.....	2.15
in charge of at least 10 men.....	2.20
in charge of at least 15 men.....	2.25
in charge of 20 men or more.....	2.30"

3. The following subsections will be added:

"i) Employees shall be furnished with tools on all operations where Foamglass is to be used, or compensation shall be paid by employers to replace worn tools."

"j) The provisions of this part "B" shall remain effective until May 31st, 1957."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Québec, August 13, 1955. 40423-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Industry Joint Committee of

truction des Comtés de Terrebonne et Labelle lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 657, du 13 mai 1948, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaire:* Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Salaires horaires	
	Terrebonne	Labelle
Briqueteur.....	\$1.65	\$1.60
Charpentier-menuisier.....	1.50	1.30
Charpentier-menuisier (le 1er avril 1956).....	1.55	1.30
Charpentier.....	1.45	1.20
Menuisier.....	1.45	1.20
Chauffeur de bouilloires devant posséder un certificat de 4ème classe.....	1.00	1.00
Chauffeur de camion (construction).....	1.00	1.00
Chauffeur (construction).....	1.00	1.00
Conducteur, attelage simple ou double.....	1.00	1.00
Conducteur de béliet mécanique.....	1.10	1.10
Conducteur de niveleuse.....	1.10	1.10
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence).....	1.10	1.10
Conducteur de tracteur.....	1.00	1.00
Couvreur: amiante, ardoise, tuile.....	1.05	1.05
Couvreur (composition).....	1.05	1.05
Électricien: compagnon.....	1.35	1.20
Faiseur de plancher.....	1.05	1.05
Ferblantier-couvreur.....	1.15	1.15
Finisseur de ciment.....	1.05	1.05
Finisseur de plancher (boutique ou chantier).....	1.00	1.00
Finisseur de planchers (grattés à la main ou à la machine).....	1.00	1.00
Finisseur de planchers en mastic.....	1.00	1.00
Foreur, Dynamiteur.....	1.05	1.05
Forgeron.....	1.05	1.05
Aide forgeron.....	1.00	1.00
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures).....	1.00	1.00
Gréeur.....	1.00	1.00
Journalier.....	1.00	1.00
Lettreurs pour fins commerciales.....	1.10	1.10
Limeur de scie.....	1.17	1.17
Machiniste.....	1.00	1.00
Maçon (y compris tailleur sur chantier).....	1.65	1.60
Manœuvre (aide plâtrier, briquetier, maçon).....	1.10	1.10
Mécanicien.....	1.05	1.05
Mécanicien en isolement d'amiante.....	1.10	1.10
Mécanicien de machines fixes ou portatives.....	1.05	1.05
Mécanicien en tuyauterie, plomberie, poseur d'appareils de chauffage, Compagnon.....	1.50	1.35
Compagnon junior.....	1.35	1.20
Ouvrier tôlier (boutique).....	1.05	1.05
Peintre, décorateur, tapissier, vitrier, vaporeuseur.....	1.30	1.10
Compagnon junior.....	1.00	1.00
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte.....	1.00	1.00
Plâtrier.....	1.35	1.35
Porteur d'eau.....	1.00	1.00
Poseur de blocs de ciment.....	1.15	1.15
Poseur d'armature métallique en béton.....	1.00	1.00

Terrebonne and Labelle Counties has petitioned him to amend the decree No. 657 of May 13, 1948, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates are as follows for each one of the trades hereafter mentioned:

Trades:	Hourly rates	
	Terrebonne	Labelle
Bricklayer.....	\$1.65	\$1.60
Carpenter-joiner.....	1.50	1.30
Carpenter-joiner (April 1, 1956).....	1.55	1.30
Carpenter.....	1.45	1.20
Joiner.....	1.45	1.20
Boiler fireman with 4th class certificate.....	1.00	1.00
Truck driver (construction).....	1.00	1.00
Fireman (construction).....	1.00	1.00
Horse driver, single or team.....	1.00	1.00
Bulldozer operator.....	1.10	1.10
Grader operator.....	1.10	1.10
Roller operator (steam or gasoline).....	1.10	1.10
Tractor operator.....	1.00	1.00
Roofer: asbestos, slate, tile.....	1.05	1.05
Roofer (composition).....	1.05	1.05
Electrician journeyman.....	1.35	1.20
Floor layer.....	1.05	1.05
Sheet metal worker-roofer.....	1.15	1.15
Cement finisher.....	1.05	1.05
Floor finisher (shop or field).....	1.00	1.00
Floor finisher (machine or hand scraping).....	1.00	1.00
Mastic floor finisher.....	1.00	1.00
Driller, blaster.....	1.05	1.05
Blacksmith.....	1.05	1.05
Blacksmith's helper.....	1.00	1.00
Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate (no daily limit of the duration of work, weekly maximum of 72 hours).....	1.00	1.00
Rigger.....	1.00	1.00
Labourer.....	1.00	1.00
Commercial letterer.....	1.10	1.10
Saw setter.....	1.17	1.17
Machinist.....	1.00	1.00
Mason (including cutter on field).....	1.65	1.60
Labourer (plasterer's, bricklayer's, mason's helper).....	1.10	1.10
Mechanic (shop of field).....	1.05	1.05
Asbestos insulation mechanic.....	1.10	1.10
Stationary or portable engineman.....	1.05	1.05
Pipe mechanic, plumber, steamfitter:		
Journeyman.....	1.50	1.35
Junior journeyman.....	1.35	1.20
Tinsmith (shop of field).....	1.05	1.05
Painter, decorator, paper hanger, glazier, sprayman.....	1.30	1.10
Compagnon junior.....	1.00	1.00
Asphalt ramming, smoothing and spreading.....	1.00	1.00
Plasterer.....	1.35	1.35
Water carrier.....	1.00	1.00
Cement block layer.....	1.15	1.15
Concrete steel reinforcement layer.....	1.00	1.00

Poseur de gicleurs.....	1.15	1.15	Sprinkler fitter.....	1.15	1.15
Poseur de lattes en bois, métalliques (ten-test, gyproc ou autre)	1.05	1.05	Lather, wood, metal (ten-test, gyproc, etc.).....	1.05	1.05
Poseur de liège isolateur.....	1.00	1.00	Cork insulation layer.....	1.00	1.00
Poseur de marbre.....	1.27	1.27	Marble setter.....	1.27	1.27
Poseur de planchers en mastic.....	1.05	1.05	Mastic floor layer.....	1.05	1.05
Poseur de terrazzo.....	1.16	1.16	Terrazzo layer.....	1.16	1.16
Poseur de tuiles.....	1.26	1.26	Tile layer.....	1.26	1.26
Poseur de tuiles, asphalte.....	1.00	1.00	Tile, asphalt layer.....	1.00	1.00
Poseur de Weatherstrips.....	1.05	1.05	Weatherstrip layer.....	1.05	1.05
Préposé aux ascenseurs et monte-charge.....	1.00	1.00	Elevator operator.....	1.00	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec.....	1.05	1.05	Terrazzo polishing machine operator, dry.....	1.05	1.05
Préposé aux machines à polir le terrazzo à l'eau.....	1.00	1.00	Terrazzo polishing machine operator, wet.....	1.00	1.00
Préposé aux grues.....	1.10	1.10	Crane operator.....	1.10	1.10
Préposé aux compresseurs.....	1.00	1.00	Compressor operator.....	1.00	1.00
Préposé aux malaxeurs à vapeur, à gazoline, à l'huile, à l'électricité	1.05	1.05	Steam, gasoline, oil or electric mixer operator.....	1.05	1.05
Préposé aux pelles à vapeur, à gazoline, à l'huile, à l'électricité.....	1.05	1.05	Steam, gasoline, oil or electric shovel operator.....	1.05	1.05
Râtelier d'asphalte.....	1.00	1.00	Asphalt raker.....	1.00	1.00
Soudeur en tuyauterie (oxygène ou électricité).....	1.50	1.00	Pipe welder (acetylene or electric arc).....	1.50	1.00
Tireur de joints de pierre.....	1.37	1.37	Joint pointer (stone).....	1.37	1.37
Tireur de joints de planche murale	1.25	1.25	Joint pointer (wallboard) (Terrebonne County).....	1.25	1.25
Vérificateur du matériel et pointeur — par semaine.....	\$36.00	36.00	Material checker and timekeeper (par semaine).....	\$36.00	36.00

Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum hebdomadaire 72 heures) Par semaine..... 36.00 25.00 Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de \$0.75 l'heure.

Les contremaîtres d'une équipe de quatre (4) hommes et plus seront rémunérés au taux de dix (\$0.10) cents de plus par heure que le salaire établi pour leur métier."

2° L'article VIII-A suivant sera ajouté:

"VIII-A. *Vacances payées*: Dans le comté de Terrebonne, tous les employés de la construction auront droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque employé a droit à 2% de son salaire hebdomadaire, lequel 2% doit lui être versé chaque semaine par son employeur, en plus de son salaire hebdomadaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 août 1955.

40423-o

Watchman, field (night and day). The hours of work shall be as required by employer (maximum of 72 hours per week)..... 36.00 25.00 The hours of work in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of \$0.75 per hour.

Foremen with four (4) or more men under their direction shall receive ten (\$0.10) cents more per hour than the rate set forth for their trade."

2. The following section VIII-A will be added:

"VIII-A. *Vacation with pay*: In the County of Terrebonne, all employees of the construction industry are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every employee is entitled to 2% of his weekly wages, such 2% to be paid to him every week by his employer over and above his weekly wages."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 13, 1955.

40423-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1955 — Examinations of October 1955

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Toupin.....	J.-A.-Louis.....	24	Oka.....	Collège de Montréal. Université d'Ottawa.

Joliette, 8 août 1955 — Joliette, August 8th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

Examens des Agronomes — Agronomists Examinations

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Aspirants à l'étude de l'agronomie — Candidates to the study of Agriculture

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Arseneault, Guy	St-Célestin, comté de Nicolet	20	École Supérieure le Plateau, Montréal
Beaumont, Marcel	St-Catherine, comté de Portneuf	18	Collège St-Raymond
Bernard, Camille	Lennoxville	28	St-Dunstan, Charlottetown
Bombardier, Lionel	Racine, comté de Chicoutimi	22	Collège Supérieur de Granby
Bouchard, André	St-Agnès, comté de Charlevoix	22	Séminaire de Chicoutimi
Bouchard, Yvan	52, rue Ménard, Roberval	19	Institut Agricole d'Oka
Burns, Julien	St-Jean-de-Matha, comté de Joliette	20	Institut Agricole d'Oka
Chamberland, Lionel	St-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska	26	École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière
Choquette, Gilles	Rougemont	23	Séminaire de St-Hyacinthe
Corbeil, Laurier	St-Jérôme, comté de Terrebonne	18	Institut Agricole d'Oka
Cyr, Jean-Guy	264, 83e Avenue, Abord-à-Plouffe	19	Institut Agricole d'Oka
Dubois, Jean	St-Hubert, comté de Chambly	23	Collège de St-Jean
Ducas, Pierre	67, 68e Avenue, Ville LaSalle	19	École Supérieure Richard, Verdun
Dufour, Jean	Mont-Laurier	24	Séminaire de Mont-Laurier
Dugas, Raymond	2544, Blvd Pie IX, Montréal	19	Chomedey de Maisonneuve
Fournier, Lucien	1871 Aylwin, Montréal	21	Séminaire de Chambly
Gagnon, André	St-Prosper, comté de Champlain	23	Séminaire de Philosophie
Gauthier, Armand	1971 Chemin Canora, Ville Mont-Royal	21	Pierre Cinq-Mars, Montréal
Gélinas, Jean-Guy	733 rue Notre-Dame, Shawinigan-Falls	18	Institut Agricole d'Oka
Hébert, Carl	St-Léonard de Nicolet	24	Séminaire Marie-Médiatrice de Montréal
Houde, Normand	24 rue St-Georges, La Prairie	19	École Supérieure La Prairie
Laurenteau, Gabriel	Louiseville	22	Séminaire de Trois-Rivières
Lavallée, André	1551 rue Pare Lafontaine, Montréal	22	Institut Agricole d'Oka
Legault, Gérald	2467 rue Notre-Dame ouest, Montréal	15	École Supérieure St-Henri
Loranger, Gérald	173 rue St-Joseph, L'Assomption	21	Collège de l'Assomption
Martin, Jacques-A.	Lac Ste-Croix, comté du Lac St-Jean	22	Institut Agricole d'Oka
MacKay, Francis	1455 Orleans-Ave, Montréal 4	19	Sir Georges Williams College
Michaud, Marcel	St-André de Kamouraska	18	École de Commerce, Rimouski
Ouellet, Richard	St-Clément, comté de Témiscouata	25	Séminaire de Rimouski
Perron, André	St-Rosalie	18	École Supérieure Girouard
Perron, Jean-Marie	La Motte, Abitibi	21	École Supérieure St-Martin de Malartic
Pilon, André-Jean	1335 Ave Charles-Huot, Sillery, Québec	20	Institut Agricole d'Oka
Poirier, Henri	Notre-Dame de la Doré, comté du Lac St-Jean	23	Séminaire de Chicoutimi
Proulx, Gérald	2103 rue Préfontaine, Montréal	26	École Supérieure de Hull
St-Georges, Luc	Crabtree Mills, Joliette	21	Collège de l'Assomption
Tardif, Lauréat	St-Marie de Beauce	24	Noviciat des Pères Blancs, St-Martin de Laval
Wallace, Ralph	Waterloo	19	Stanstead College
Watt, Andres Tennant	Châteauguay Basin	18	Montreal West High School

Montréal 1, le 9 août 1955. — Montreal 1, August 9th, 1955.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
40448-32-2-o RENÉ MONETTE.

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les
membres du Conseil législatif et de l'Assemblée
législative de la province de Québec,

SALUT:

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God of the United Kingdom, Canada and Her
other Realms and Territories Queen, Head
of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the
members of the Legislative Council and of the
Legislative Assembly of the Province of Québec.

GREETING:

PROCLAMATION

ATTENDU que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
40279-28-18 Quebec

Sièges sociaux

Canada — Province de Québec, district de Québec

CHAMPLAIN SLIPPERS INC.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Champlain Slippers Inc.", constituée en corporation par lettres patentes accordées le douzième jour du mois de mai 1955 et enregistrées le 17 juin 1955, a établi son bureau principal, à St-Émile, comté de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec, ce treizième jour de mai 1955.

40422-o Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GINGRAS.

(P.G. 11713-55)

Avis est donné que "Le Club Boréal Saguenay, Inc.", constitué en corporation par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 20 juin 1955, et ayant son bureau principal dans la cité d'Arvida, a établi son bureau au numéro 548-1 de la rue de la Normandie.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Arvida, le 12 juillet 1955.

40430-o Le Secrétaire,
CLAUDE AUBIN.

Head Offices

Canada — Province of Quebec, district of Quebec

CHAMPLAIN SLIPPERS INC.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Champlain Slippers Inc.", incorporated by letters patent issued on the twelfth day of the month of May, 1955 and registered on June 17th, 1955, has established its head office at St-Émile, county of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head business office.

Given at Quebec this thirteenth day of May, 1955.

40422 LÉO GINGRAS,
Secretary-Treasurer.

(A.G. 11713-55)

Notice is hereby given that "Le Club Boréal Saguenay, Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act dated June 20th, 1955, and having its head office in the city of Arvida, has established its office at number 548-1 de la Normandie Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Arvida, July 12th, 1955.

40430 CLAUDE AUBIN,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE BROMPTONVILLE
(Comté de Richmond)TOWN OF BROMPTONVILLE
(County of Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, C.P. 69, Hôtel de Ville, 88 rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 1er septembre 1955, pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 181 — Aqueduc, égouts, trottoirs, station de pompes, rénovation de l'hôtel de ville, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1956	\$2,000.00
1er juin 1957	2,000.00
1er juin 1958	2,000.00
1er juin 1959	2,000.00
1er juin 1960	2,500.00
1er juin 1961	2,500.00
1er juin 1962	2,500.00
1er juin 1963	2,500.00
1er juin 1964	2,500.00
1er juin 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,000.00
1er juin 1968	3,000.00
1er juin 1969	3,500.00
1er juin 1970	3,500.00
1er juin 1971	3,500.00
1er juin 1972	4,000.00
1er juin 1973	4,000.00
1er juin 1974	4,500.00
1er juin 1975	4,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bromptonville, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Bromptonville, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, Secretary-Treasurer, P.O.B. 69, Town Hall, 88 Laval Street, Bromptonville, county of Richmond, until 8 o'clock p.m., Thursday, September 1st, 1955, for the purchase of an issue of \$60,000.00 of bonds of the town of Bromptonville county of Richmond, dated June 1st, 1955 and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 181 — Aqueduc, sewers, sidewalks, fire station, renovation of the Town Hall, etc.

For purposes of adjudication only interest shall be computed as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$60,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1956	\$2,000.00
June 1st, 1957	2,000.00
June 1st, 1958	2,000.00
June 1st, 1959	2,000.00
June 1st, 1960	2,500.00
June 1st, 1961	2,500.00
June 1st, 1962	2,500.00
June 1st, 1963	2,500.00
June 1st, 1964	2,500.00
June 1st, 1965	3,000.00
June 1st, 1966	3,000.00
June 1st, 1967	3,000.00
June 1st, 1968	3,000.00
June 1st, 1969	3,500.00
June 1st, 1970	3,500.00
June 1st, 1971	3,500.00
June 1st, 1972	4,000.00
June 1st, 1973	4,000.00
June 1st, 1974	4,500.00
June 1st, 1975	4,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bromptonville, county of Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Bromptonville, county of Richmond.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday,

1er septembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Bromptonville, comté de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 8 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de Ville, C.P. 69.
88 rue Laval, Bromptonville,
(Comté de Richmond), P. Q. 40432-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE CHERTSEY
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston Rochon, secrétaire-trésorier, St-Théodore-de-Chertsey, comté de Montcalm, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 30 août 1955, pour l'achat de \$142,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Chertsey, comté de Montcalm datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 mai 1955, telle que modifiée — construction d'une école dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$142,500.00 — 24 ans.

Année	Capital
1er septembre 1956	x \$30,500.00
1er septembre 1957	x 32,000.00
1er septembre 1958	x 33,000.00
1er septembre 1959	1,500.00
1er septembre 1960	1,500.00
1er septembre 1961	1,500.00
1er septembre 1962	1,500.00
1er septembre 1963	1,500.00
1er septembre 1964	2,000.00
1er septembre 1965	2,000.00
1er septembre 1966	2,000.00
1er septembre 1967	2,000.00
1er septembre 1968	2,000.00
1er septembre 1969	2,000.00
1er septembre 1970	2,500.00
1er septembre 1971	2,500.00
1er septembre 1972	2,500.00
1er septembre 1973	2,500.00
1er septembre 1974	2,500.00
1er septembre 1975	3,000.00
1er septembre 1976	3,000.00
1er septembre 1977	3,000.00
1er septembre 1978	3,000.00
1er septembre 1979	3,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$98,564.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont 1 de \$32,854.68 en 1956, et deux autres de \$32,854.66, en 1957 et 1958, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

September 1st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Bromptonville, county of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (county of Richmond), August 8th, 1955.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 69,
88 Laval Street, Bromptonville,
(County of Richmond), P. Q. 400432

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF CHERTSEY
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston Rochon, Secretary-Treasurer, St-Théodore-de-Chertsey, county of Montcalm, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 30th, 1955 for the purchase of an issue of \$142,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Chertsey, county of Montcalm, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 17th, 1955, as amended — erection of a school in district No. 1.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$142,500.00 — 24 years.

Year	Capital
September 1st, 1956	x \$30,500.00
September 1st, 1957	x 32,000.00
September 1st, 1958	x 33,000.00
September 1st, 1959	1,500.00
September 1st, 1960	1,500.00
September 1st, 1961	1,500.00
September 1st, 1962	1,500.00
September 1st, 1963	1,500.00
September 1st, 1964	2,000.00
September 1st, 1965	2,000.00
September 1st, 1966	2,000.00
September 1st, 1967	2,000.00
September 1st, 1968	2,000.00
September 1st, 1969	2,000.00
September 1st, 1970	2,500.00
September 1st, 1971	2,500.00
September 1st, 1972	2,500.00
September 1st, 1973	2,500.00
September 1st, 1974	2,500.00
September 1st, 1975	3,000.00
September 1st, 1976	3,000.00
September 1st, 1977	3,000.00
September 1st, 1978	3,000.00
September 1st, 1979	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$98,564.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of which one is \$32,854.68 in 1956, and two others of \$32,854.66, in 1957 and 1958, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Théodore-de-Chertsey, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Québec, Montréal, Rawdon, ou St-Théodore-de-Chertsey, comté de Montcalm.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 30 août 1955, à 8 heures p.m. en l'école No 1 du village, St-Théodore-de-Chertsey, comté de Montcalm.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chertsey, (Comté de Montcalm), ce 8 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON ROCHON.

St-Théodore-de-Chertsey,
(Comté de Montcalm), P.Q. 40433-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE PRINCEVILLE
(Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André Cloutier, secrétaire-trésorier, C.P. 70, Princeville, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 31 août 1955, pour l'achat de \$186,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville, comté d'Arthabaska, datées du 1er août 1955 et remboursables par séries du 1er août 1956 au 1er août 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 juin 1955, telle que modifiée — Agrandissement de l'école Sacré-Cœur.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$186,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er août 1956	x\$22,000.00
1er août 1957	x 23,000.00
1er août 1958	x 24,000.00
1er août 1959	x 25,000.00
1er août 1960	x 26,000.00
1er août 1961	x 27,000.00
1er août 1962	3,500.00
1er août 1963	4,000.00
1er août 1964	4,000.00
1er août 1965	4,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Théodore-de-Chertsey, county of Montcalm.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Québec, Montreal, Rawdon, or St-Théodore-de-Chertsey, county of Montcalm.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, August, 30th, 1955, at 8 o'clock p.m., at School No 1 of the Village of St-Théodore-de-Chertsey, county of Montcalm.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chertsey, (County of Montcalm), August 8th, 1955.

GASTON ROCHON,
Secretary-Treasurer.

St-Théodore-de-Chertsey,
(County of Montcalm), P.Q. 40433

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF PRINCEVILLE
(County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Cloutier, Secretary-Treasurer, P.O.B., 70, Princeville, county of Arthabaska, until 8 o'clock p.m., Wednesday, August 31st, 1955, for the purchase of an issue of \$186,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of Princeville, county of Arthabaska, dated August 1st, 1955 and redeemable serially from August 1st, 1956 to August 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated June 20th, 1955, as amended — Enlargement of the Sacred-Heart School.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$186,000.00 — 15 years

Year	Capital
August 1st, 1956	x\$22,000.00
August 1st, 1957	x 23,000.00
August 1st, 1958	x 24,000.00
August 1st, 1959	x 25,000.00
August 1st, 1960	x 26,000.00
August 1st, 1961	x 27,000.00
August 1st, 1962	3,500.00
August 1st, 1963	4,000.00
August 1st, 1964	4,000.00
August 1st, 1965	4,000.00

1er août 1966	4,500.00	August 1st, 1966	4,500.00
1er août 1967	4,500.00	August 1st, 1967	4,500.00
1er août 1968	4,500.00	August 1st, 1968	4,500.00
1er août 1969	5,000.00	August 1st, 1969	5,000.00
1er août 1970	5,000.00	August 1st, 1970	5,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$148,800, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements de \$24,800 chacun, de 1956 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Princeville, comté d'Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 31 août 1955, à 8 heures p.m., au bureau de la Caisse populaire, rue Richard, Princeville, comté d'Arthabaska.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville, (Comté d'Arthabaska), ce 8 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CLOUTIER.

C.P. 70, Princeville,
(Comté d'Arthabaska), P.Q. 40434-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN-PORT-JOLI
(Comté de L'Islet)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endorsed "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Patrice Caron, secrétaire-trésorier, St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, jusqu'à 8 heures 30, p.m., mercredi, le 31 août 1955 pour l'achat de \$105,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet datées du 1er juillet 1955 et remboursables par séries du 1er juillet 1956 au 1er juillet 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 15 mai 1955 — construction d'une école complémentaire de 6 classes avec résidence pour le personnel enseignant.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$148,800 granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of \$24,800 each, from 1956 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Princeville, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Princeville, county of Arthabaska.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, August 31st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the office of the "Caisse Populaire", Richard Street.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Princeville (County of Arthabaska), August 8th, 1955.

ANDRÉ CLOUTIER,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 70, Princeville,
(County of Arthabaska), P.Q. 40434

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST-JEAN-PORT-JOLI
(County of L'Islet)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Patrice Caron, Secretary-Treasurer, St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, August 31st, 1955, for the purchase of an issue of \$105,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, dated July 1st, 1955 and redeemable serially from July 1st, 1956 to July 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 15th, 1955 — erection of a complementary school of six classrooms with residence for the teaching-staff.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be calculated as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$105,000.00 — 20 ans Table of redemption — \$105,000.00 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er juillet 1956	x \$25,500.00	July 1st, 1956	x \$25,500.00
1er juillet 1957	x 26,500.00	July 1st, 1957	x 26,500.00
1er juillet 1958	2,000.00	July 1st, 1958	2,000.00
1er juillet 1959	2,000.00	July 1st, 1959	2,000.00
1er juillet 1960	2,000.00	July 1st, 1960	2,000.00
1er juillet 1961	2,500.00	July 1st, 1961	2,500.00
1er juillet 1962	2,500.00	July 1st, 1962	2,500.00
1er juillet 1963	2,500.00	July 1st, 1963	2,500.00
1er juillet 1964	2,500.00	July 1st, 1964	2,500.00
1er juillet 1965	2,500.00	July 1st, 1965	2,500.00
1er juillet 1966	3,000.00	July 1st, 1966	3,000.00
1er juillet 1967	3,000.00	July 1st, 1967	3,000.00
1er juillet 1968	3,000.00	July 1st, 1968	3,000.00
1er juillet 1969	3,000.00	July 1st, 1969	3,000.00
1er juillet 1970	3,500.00	July 1st, 1970	3,500.00
1er juillet 1971	3,500.00	July 1st, 1971	3,500.00
1er juillet 1972	3,500.00	July 1st, 1972	3,500.00
1er juillet 1973	4,000.00	July 1st, 1973	4,000.00
1er juillet 1974	4,000.00	July 1st, 1974	4,000.00
1er juillet 1975	4,000.00	July 1st, 1975	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$51,600, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$25,800 chacun, en 1956 et 1957, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 31 août 1955, à 8.30 heures p.m., au centre paroissial de St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Port-Joli, (Comté de L'Islet), ce 8 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
PATRICE CARON.

St-Jean-Port-Joli,
(Comté de L'Islet), P. Q. 40435-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES
POUR LA MUNICIPALITÉ
DE LA CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lindor Tétreault, N.P., secrétaire-trésorier, C.P. 487, 12 St-Antoine Sud, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 29 août

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$51,600 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$25,800 each, from 1956 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 31st, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the parochial center of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Port-Joli, (County of L'Islet), August 8th, 1955.

PATRICE CARON,
Secretary-Treasurer.

St-Jean-Port-Joli,
(County of L'Islet), P. Q. 40435

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY
OF THE CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétreault, N.P., Secretary-Treasurer, P.O.B. 487, 12 St-Antoine St., South, Granby, county of Shefford, until 8 o'clock p.m., Monday, August 29th, 1955,

1955, pour l'achat de \$290,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er août 1955 et remboursables par séries du 1er août 1956 au 1er août 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 juin 1955 — Construction d'une école élémentaire de seize classes, rue St-Vincent.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$290,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er août 1956.....	x \$26,500.00
1er août 1957.....	x 27,500.00
1er août 1958.....	x 29,000.00
1er août 1959.....	x 30,000.00
1er août 1960.....	x 31,500.00
1er août 1961.....	x 33,000.00
1er août 1962.....	6,000.00
1er août 1963.....	6,000.00
1er août 1964.....	6,500.00
1er août 1965.....	7,000.00
1er août 1966.....	7,000.00
1er août 1967.....	7,500.00
1er août 1968.....	8,000.00
1er août 1969.....	8,000.00
1er août 1970.....	8,500.00
1er août 1971.....	9,000.00
1er août 1972.....	9,000.00
1er août 1973.....	9,500.00
1er août 1974.....	10,000.00
1er août 1975.....	10,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$171,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements de \$28,500 chacun, de 1956 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles catholiques qui sera tenue lundi, le 29 août 1955, à 8 heures p.m., au bureau de la commission scolaire, 12 St-Antoine Sud, Granby, comté de Shefford.

Les commissaires d'écoles catholiques se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

for the purchase of an issue of \$290,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the municipality of the city of Granby, county of Shefford, dated August 1st, 1955, and redeemable serially from August 1st, 1956 to August 1st, 1975, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 13th, 1955 — Erection of an elementary school of sixteen classrooms, St-Vincent Street.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$290,000.00 — 20 years.

Year	Capital
August 1st, 1956.....	x \$26,500.00
August 1st, 1957.....	x 27,500.00
August 1st, 1958.....	x 29,000.00
August 1st, 1959.....	x 30,000.00
August 1st, 1960.....	x 31,500.00
August 1st, 1961.....	x 33,000.00
August 1st, 1962.....	6,000.00
August 1st, 1963.....	6,000.00
August 1st, 1964.....	6,500.00
August 1st, 1965.....	7,000.00
August 1st, 1966.....	7,000.00
August 1st, 1967.....	7,500.00
August 1st, 1968.....	8,000.00
August 1st, 1969.....	8,000.00
August 1st, 1970.....	8,500.00
August 1st, 1971.....	9,000.00
August 1st, 1972.....	9,000.00
August 1st, 1973.....	9,500.00
August 1st, 1974.....	10,000.00
August 1st, 1975.....	10,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$171,000 granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of \$28,500 each, from 1956 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Granby, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Catholic School Commissioners to be held on Monday August, 29th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the office of the School Commission, 12 St-Antoine St. South, Granby, county of Shefford.

The Catholic School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (Comté de Shefford), ce 9 août 1955.

Granby, (County of Shefford,) August, 9th, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LINDOR TÊTREAU, N.P.
C.P. 487, 12 St-Antoine Sud, Granby,
(Comté de Shefford), P.Q. 40438-0

LINDOR TÊTREAU, N.P.,
Secretary-Treasurer.
P.O.B. 487, 12 Saint-Antoine St., South, Granby,
(County of Shefford), P.Q. 40438

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE ST-JEAN
(Comté de St-Jean)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Wilfrid Boutin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C.P. 217, 188 rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté de St-Jean, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 30 août 1955 pour l'achat de \$284,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Jean, comté de St-Jean, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 8 juin 1954—
Agrandissement de l'école LaSalle.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$284,000.00 — 14 ans

Année	Capital
1er septembre 1956	x\$37,500.00
1er septembre 1957	x 39,500.00
1er septembre 1958	x 41,000.00
1er septembre 1959	x 43,000.00
1er septembre 1960	10,000.00
1er septembre 1961	10,500.00
1er septembre 1962	11,000.00
1er septembre 1963	11,500.00
1er septembre 1964	12,000.00
1er septembre 1965	12,500.00
1er septembre 1966	13,000.00
1er septembre 1967	13,500.00
1er septembre 1968	14,500.00
1er septembre 1969	14,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$139,768.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$34,942.05 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou St-Jean, comté de St-Jean.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF ST-JOHN'S
(County of St-John's)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-Wilfrid Boutin, Secretary-Treasurer, town Hall, P.O.B. 217, 188 Jacques-Cartier Street, St-John's, county of St-John's, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 30th, 1955 for the purchase of an issue of \$284,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of the city of St-John's, county of St-John's, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 8th, 1954 — Enlargement of the LaSalle School.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$284,000.00 — 14 years

Year	Capital
September 1st, 1956	x\$37,500.00
September 1st, 1957	x 39,500.00
September 1st, 1958	x 41,000.00
September 1st, 1959	x 43,000.00
September 1st, 1960	10,000.00
September 1st, 1961	10,500.00
September 1st, 1962	11,000.00
September 1st, 1963	11,500.00
September 1st, 1964	12,000.00
September 1st, 1965	12,500.00
September 1st, 1966	13,000.00
September 1st, 1967	13,500.00
September 1st, 1968	14,500.00
September 1st, 1969	14,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$139,768.20 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$34,942.05 each, from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-John's county of St-John's.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St-John's, county of St-John's.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 30 août 1955 à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté de St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean (Comté de St-Jean), 9 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-WILFRID BOUTIN.

Hôtel de Ville, C.P. 217,
188, rue Jacques-Cartier, St-Jean,
(Comté de St-Jean), P.Q. 40439-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE
DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raphaël Barrette, secrétaire-trésorier, C.P. 35, 99 rue Sainte-Cécile, Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 29 août 1955, pour l'achat de \$365,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, datées du 2 juillet 1955 et remboursables par séries du 2 juillet 1956 au 2 juillet 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 novembre 1954, telle que modifiée — Construction d'une école dans le quartier Bellerive-Ouest et autres travaux.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 2 septembre 1955. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$365,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
2 juillet 1956	x \$84,000.00
2 juillet 1957	x 88,000.00
2 juillet 1958	7,000.00
2 juillet 1959	7,500.00
2 juillet 1960	8,000.00
2 juillet 1961	8,000.00
2 juillet 1962	8,500.00
2 juillet 1963	9,000.00
2 juillet 1964	9,500.00
2 juillet 1965	10,000.00
2 juillet 1966	10,500.00
2 juillet 1967	10,500.00
2 juillet 1968	11,000.00
2 juillet 1969	11,500.00
2 juillet 1970	12,000.00
2 juillet 1971	13,000.00
2 juillet 1972	13,500.00
2 juillet 1973	14,000.00
2 juillet 1974	14,500.00
2 juillet 1975	15,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, August 30th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 188 Jacques-Cartier Street, St-John's county of St-John's.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-John's, (County of St-John's), August 9th, 1955.

J.-WILFRID BOUTIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 217,
188 Jacques-Cartier Street, St-John's,
(County of St-John's), P.Q. 40439

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raphaël Barrette, Secretary-Treasurer, P.O.B., 35, 99 Ste-Cécile St., Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, until 8 o'clock p.m., Monday, August 29th, 1955, for the purchase of an issue of \$365,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois, dated July 2nd, 1955 and redeemable serially from July 2nd, 1956 to July 2nd, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 2nd and July 2nd of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law dated November 9th, 1954, as amended-Erection of a school in the Bellerive-West Ward and other works.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 2nd 1955. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$365,000.00 — 20 years.

Year	Capital
July 2nd, 1956	x \$84,000.00
July 2nd, 1957	x 88,000.00
July 2nd, 1958	7,000.00
July 2nd, 1959	7,500.00
July 2nd, 1960	8,000.00
July 2nd, 1961	8,000.00
July 2nd, 1962	8,500.00
July 2nd, 1963	9,000.00
July 2nd, 1964	9,500.00
July 2nd, 1965	10,000.00
July 2nd, 1966	10,500.00
July 2nd, 1967	10,500.00
July 2nd, 1968	11,000.00
July 2nd, 1969	11,500.00
July 2nd, 1970	12,000.00
July 2nd, 1971	13,000.00
July 2nd, 1972	13,500.00
July 2nd, 1973	14,000.00
July 2nd, 1974	14,500.00
July 2nd, 1975	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$169,038.90

\$169,038.90, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$84,519.45 chacun, en 1956 et en 1957, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valleyfield, comté de Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Valleyfield, comté de Beauharnois.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 29 août 1955, à 8 heures p.m., à 99, rue Ste-Cécile, Valleyfield, comté de Beauharnois.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions:

Salaberry-de-Valleyfield, (Comté de Beauharnois), ce 8 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
RAPHAËL BARRETTE.

C.P. 35, 99 rue Ste-Cécile,
Salaberry-de-Valleyfield,
(Comté de Beauharnois), P.Q. 40440-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE DOUGLASTOWN
(Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Damian Grant, secrétaire-trésorier, R.R. N° 2, Douglastown, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 8.30 heures p.m., mercredi 31 août 1955 pour l'achat de \$151,500 d'obligations des Commissaires d'écoles catholiques pour le municipalité de Douglastown, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er juillet 1955 et remboursables par séries du 1er juillet 1956 au 1er juillet 1975, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 16 mai 1955, telle que modifiée — Construction d'une école de neuf classes.

Aux fins de l'adjudication de l'émission seulement, le calcul de l'intérêt sera effectué à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$151,500.00 — 20ans

Année	Capital
1er juillet 1956	x\$24,500.00
1er juillet 1957	x 25,500.00
1er juillet 1958	x 26,500.00
1er juillet 1959	x 27,500.00

granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$84,519.45 each, from 1956 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Valleyfield, county of Beauharnois.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Valleyfield, county of Beauharnois.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tender will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 29th, 1955, at 8 o'clock p.m., at 99 Ste-Cécile St., Valleyfield, county of Beauharnois.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Salaberry-de-Valleyfield, (County of Beauharnois), August 8th, 1955.

RAPHAËL BARRETTE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 35, 99 Ste-Cécile St.,
Salaberry-de-Valleyfield,
(County of Beauharnois), P.Q. 40440

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY OF DOUGLASTOWN
(County of Gaspé South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Damian Grant, Secretary-Treasurer, R.R. No. 2, Douglastown, county of Gaspé South, until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, August 31st, 1955, for the purchase of an issue of \$151,500 of bonds of the Catholic school commissioners for the municipality of Douglastown, county of Gaspé South, dated July 1st, 1955 and redeemable serially from July 1st, 1956 to July 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 16th, 1955, as modified — Construction of a nine-classroom school.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$151,500.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1956	x\$24,500.00
July 1st, 1957	x 25,500.00
July 1st, 1958	x 26,500.00
July 1st, 1959	x 27,500.00

1er juillet 1960.....	2,000.00	July 1st, 1960.....	2,000.00
1er juillet 1961.....	2,000.00	July 1st, 1961.....	2,000.00
1er juillet 1962.....	2,500.00	July 1st, 1962.....	2,500.00
1er juillet 1963.....	2,500.00	July 1st, 1963.....	2,500.00
1er juillet 1964.....	2,500.00	July 1st, 1964.....	2,500.00
1er juillet 1965.....	2,500.00	July 1st, 1965.....	2,500.00
1er juillet 1966.....	2,500.00	July 1st, 1966.....	2,500.00
1er juillet 1967.....	3,000.00	July 1st, 1967.....	3,000.00
1er juillet 1968.....	3,000.00	July 1st, 1968.....	3,000.00
1er juillet 1969.....	3,000.00	July 1st, 1969.....	3,000.00
1er juillet 1970.....	3,500.00	July 1st, 1970.....	3,500.00
1er juillet 1971.....	3,500.00	July 1st, 1971.....	3,500.00
1er juillet 1972.....	3,500.00	July 1st, 1972.....	3,500.00
1er juillet 1973.....	3,500.00	July 1st, 1973.....	3,500.00
1er juillet 1974.....	4,000.00	July 1st, 1974.....	4,000.00
1er juillet 1975.....	4,000.00	July 1st, 1975.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$107,180.10 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont un de \$26,795.04 en 1956 et trois de \$26,795.02 chacun, de 1957 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gaspé.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Gaspé.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles catholiques qui sera tenue mercredi 31 août 1955 à 8.30 heures p.m., à la salle du Saint Nom, Douglastown, comté de Gaspé-Sud.

Les Commissaires d'écoles catholiques se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Douglastown, (Comté de Gaspé-Sud), ce 9 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
DAMIAN GRANT.

R.R. N° 2, Douglastown,
(Comté de Gaspé-Sud) P.Q. 40441

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$107,180.10, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments that is one of \$26,795.04 in 1956 and three of \$26,795.02 from 1957 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this issue.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Gaspé.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Québec or Gaspé.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Catholic School Commissioners to be held on Wednesday, August 31st, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the Holy Name Hall Douglastown, county of Gaspé South.

The Catholic School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Douglastown, (County of Gaspé South), this 9th of August, 1955.

DAMIAN GRANT,
Secretary-Treasurer.

R. R. No. 2, Douglastown,
(County of Gaspé South), P.Q. 40441-o

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 1107 (1955) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Nicolas Meunier, journalier, ville Jacques-Cartier, comté de Chambly, Québec, débiteur & J. Alexandre Dansereau, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que le terrain suivant, savoir:

Désignation: "Le lot numéro neuf cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-trois (133-958) des plan et et livre de renvoi officiels du cadastre de la pa-

Sale — Bankruptcy Act

Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 1107 (1955) "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Nicolas Meunier, laborer, town of Jacques-Cartier, county of Chambly, Québec, plaintiff & J. Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following plot of land, to wit:

Designation: "Lot number nine hundred and fifty-eight of the official subdivision of lot number one hundred and thirty-three (133-958) on the official plan and book of reference of the

roise de St-Antoine de Longueuil, avec maison et bâtisses au N° 2266 rue St-Alexandre, ville Jacques-Cartier."

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en faillite, rendu le 27e jour de juillet 1955, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente, avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent de Paul, ville Jacques-Cartier, comté de Chambly, LUNDI DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements, et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1955.

Le Syndic,
J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau de: J. Alexandre Dansereau, syndic,
31 rue St-Jacques ouest,
Montréal, Québec, BE 3324. 40437-32-2-0

Cadastré of the parish of St-Antoine de Longueuil, with house and buildings at No. 2266 St-Alexander Street, town of Jacques-Cartier."

Shall be sold under a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in bankruptcy, rendered on the 27th day of July, 1955, by public auction according to law, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's Sale, on the terms of the Code of Civil Procedure, at the parochial church door of St-Vincent de Paul, town of Jacques-Cartier, county of Chambly, MONDAY the NINETEENTH day of SEPTEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½% in conformity with the law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 8th day of August 1955.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office of: J. Alexandre Dansereau, Trustee,
31 St-Jacques Street, West,
Montreal, Quebec, BE 3324. 40437-32-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 358,929. Fabius Ruel & al, demandeurs vs Dame Gertrude Desautels, défenderesse.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, et rendu par l'Honorable Juge André Montpetit le 1er mars 1955, dans une cause dans laquelle Fabius Ruel, arpenteur et Réjeanne Ruel, fille majeure sont demandeurs et Dame Gertrude Desautels, épouse judiciairement séparée de corps et de biens d'Antonio Godin, autrefois des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus est défenderesse; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue McLynn, mesurant quarante pieds (40') de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds (120') mesure anglaise et contenant une superficie totale de 4,800 pieds carrés.

Borné en front, vers le nord est; par l'avenue McLynn, le lot numéro 65-203, en arrière, vers le sud-ouest, par les lots numéros 65-942, 943 et 1944; d'un côté vers le nord-ouest; par les numéros 65-960 et 983, et de l'autre côté, vers le sud-est, par les ruelles numéros 65-781 et 794, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Ledit emplacement étant connu et désigné sous le numéro deux cent trente-six de la subdivision du lot numéro soixante-cinq (65-236) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUINZE SEPTEMBRE 1955 à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, à la chambre 31 au Palais de Justice de Montréal, Cour tenant, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 358,929. Fabius Ruel & al, plaintiff, vs Dame Gertrude Desautels, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, and rendered by Judge André Montpetit on March first 1955, in a case in which Fabius Ruel, surveyor and Réjeanne Ruel, of full age of majority, are plaintiffs and Dame Gertrude Desautels, wife judicially separate as to bed and board of Antonio Godin, formerly of the city and district of Montreal, and presently of unknown whereabouts, is defendant; ordering the licitation of an immoveable described as follows:

An emplacement situated in the City of Montreal, having frontage on McLynn Avenue, measuring forty feet (40') in width by a depth of one hundred and twenty feet (120'), English measure, and containing a total area of 4,800 square feet.

Bounded in front, northeasterly, by McLynn Avenue, lot number 65-203, in the rear, south-westerly, by lots number 65-942, 943 and 1944; on one side north-westerly, by numbers 65-960 and 983, and on the other side, southeasterly, by lanes number 65-781 and 794, all of the same official plan and book of reference.

The said emplacement being known and designated as number two hundred and thirty-six of the subdivision of lot number sixty-five (65-236) of the official plan and book of reference of the parish municipality of Montreal.

The immoveable hereinabove described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1955 at TEN-THIRTY o'clock of the forenoon, in Room 31 at the Court House of Montreal, in open Court, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of

toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites opposition dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 28 juillet 1955.

Les Procureurs des demandeurs,
MEUNIER, HÉBERT & BARBEAU.

40400-31-2-o

the Prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filled in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1200.00 shall, prior to the sale, be exacted from any bidder.

Montreal, July 28th, 1955.

MEUNIER, HÉBERT & BARBEAU,
Attorneys for the plaintiffs.

40400-31-2

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

Province of Quebec — District of Chicoutimi

VILLE DE BAGOTVILLE

TOWN OF BAGOTVILLE

Avis public, est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du premier août 1955, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la ville de Bagotville et à la commission scolaire de la ville de Bagotville, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public dans la salle du conseil, à l'Hôtel-de-Ville de Bagotville, le TRENTE AOÛT 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order in Council dated August first, 1955, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immovable herebelow designated to satisfy for the arrears in payment on taxes due to the town of Bagotville and to the School Commission of the town of Bagotville, with interest and costs, and that consequently, the said immovable shall be sold by public auction in the Council Hall, at the City Hall of the Bagotville, on AUGUST THIRTIETH, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

La vente de cet immeuble sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, ledit immeuble étant un terrain vague et lot à bâtir d'une évaluation ne dépassant pas mille dollars.

The sale of this immovable shall be definitive and without right of redemption, pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovable being a vague plot of land and building lot of a valuation not exceeding one thousand dollars.

Comme appartenant à la succession P.-E. Roberge, le lot connu et désigné au cadastre officiel du village de Bagotville, sous le numéro 285-15.

As belonging to the estate of P.-E. Roberge, the lot known and designated in the official cadastre of the village of Bagotville, under number 285-15.

Cet immeuble sera vendu sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter.

This immovable shall be sold subject to the active and passive, apparent and unapparent servitudes by which it may be affected.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

The purchase price shall be payable immediately.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

The sale shall be subject, moreover, to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à Bagotville, ce 2 août 1955.

Given at Bagotville, this 2nd day of August, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,

JOS.-EUGÈNE TREMBLAY,

40408-31-2-o

40408-31-2

Secretary.

LA CORPORATION DE LA CITÉ
DES TROIS-RIVIÈRES

THE CORPORATION OF THE CITY
OF TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, à l'hôtel-de-ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes consolidées et de versements sur trottoirs permanents non exigibles, qui n'ont pas été payés dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Public notice is hereby given that on the SEVENTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand and fifty-five, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of Trois-Rivières, the lands and tenements hereunder designated shall be sold as being encumbered with consolidated taxes and non-claimable instalments on side-walks, which have not been paid in the six months after the notice of the deposit of the roll, as required by the Law, to wit:

1° Un emplacement situé sur la rue De Labadie, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 48 de la subdivision officielle du lot N° 178 (178-48) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Joseph Béland;

2° Un emplacement situé sur la rue Michel Bégon, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 52 de la subdivision officielle du lot No 177 (177-52) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Josephat Beaupré;

3° Un emplacement situé du côté nord-est de la rue St-Roch, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros trois cent soixante et un et trois cent soixante et quatre (p. 361 et p. 364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant trente-sept pieds de largeur au front, sur ladite rue St-Roch et environ trente-six pieds de largeur à la profondeur qui est d'environ cinquante-sept pieds, sauf et à distraire, au coin est de cet emplacement, la partie occupée par la bâtisse de Téléphore Pépin et lui appartenant, mesurant six pieds de largeur par vingt pieds de longueur, plus ou moins, borné en front, par ladite rue; en arrière, par une Dame Lacerte et Téléphore Pépin ou représentants; du côté sud-est, par ledit Téléphore Pépin et Walter Monfette ou représentants et du côté nord-ouest, par une ligne établie entre les parties à l'acte de vente consenti par Adrien Lacombe à Walter Dupont, le 29 mai 1925, devant Me J.-A. Lemire, notaire, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement des Trois-Rivières, le 2 juin 1925, sous le No 91881, pour diviser l'emplacement présentement décrit de la partie dudit lot de terre demeurant la propriété d'Adrien Lacombe, laquelle ligne de division est formée par une ligne droite commençant à ladite rue St-Roch et à ladite distance de trente-sept pieds de l'emplacement de Walter Monfette, divisant l'espace de terrain compris entre la maison construite sur l'emplacement présentement décrit et celle construite sur l'emplacement restant audit Adrien Lacombe, et se continuant en ligne droite jusqu'au fond de ces deux emplacements, le tout à mesure anglaise, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Jules Brousseau *et al*;

4° Un emplacement situé sur la rue Royale, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 173 de la subdivision officielle du lot N° 26 (26-173) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à Gaston Poissant Limitée;

5° Un emplacement situé sur la rue De Cabanac, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 542 de la subdivision officielle du lot N° 26 (26-542) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Georges Houde;

6° Un emplacement situé sur la rue Godbout, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot No 238 de la subdivision officielle du lot N° 1123 (1123-238) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à Mme Oscar Fréchette;

7° Un emplacement situé sur le Boulevard Normand, en la cité des Trois-Rivières, connu et

1. An emplacement situate on De Labadie Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 48, of the official subdivision of lot No. 178 (178-48) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Joseph Béland;

2. An emplacement situate on Michel Bégon Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 52 of the official subdivision of lot No. 177 (177-52) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Josephat Beaupré;

3. An emplacement situate on the northeast side of St-Roch Street, known and designated as forming part of lots numbers three hundred and sixty-one and three hundred and sixty-four (Pt. 361 and Pt. 364) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, measuring thirty-seven feet in width in front by the said St-Roch Street and approximately thirty-six feet in width by the depth which is about fifty-seven feet, save to withdraw on the east corner of this emplacement, that part occupied by the building of Téléphore Pépin and which belongs to him, measuring six feet in width by twenty-feet in length, more or less, bounded in front by the said street; in rear, by one Dame Lacerte and Téléphore Pépin or representatives; on the southeast side, by the said Téléphore Pépin and Walter Monfette or representatives and on the northwest side by a line established between the parties of the deed of sale consented to by Adrien Lacombe to Walter Dupont, on May 29th, 1925, before Me J.-A. Lemire, notary, and registered at the office of the Registration Division of Trois-Rivières, on June 2nd, 1925, under No. 91881, to divide the emplacement presently described of the part of the said lot of land which remains the property of Adrien Lacombe, which dividing line is formed by a straight line starting at the said St-Roch Street and at the said distance of thirty-seven feet from the emplacement of Walter Monfette, dividing the space of the land comprised between the house erected on the emplacement presently described and that erected on the emplacement remaining to the said Adrien Lacombe, and which continues in a straight line to the depth of these two emplacements, the whole by English measure, with the house thereon erected, circumstances and dependencies, as belonging to Mr. Jules Brousseau *et al*;

4. An emplacement situate on Royale Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 173 of the official subdivision of lot No. 26 (26-173) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Gaston Poissant Limitée;

5. An emplacement situate on De Cabanac Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 542 of the official subdivision of lot No. 26 (26-542) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Georges Houde;

6. An emplacement situate on Godbout Street in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 238 of the official subdivision of lot No. 1123 (1123-238) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mrs. Oscar Fréchette;

7. An emplacement situate on Boulevard Normand, in the city of Trois-Rivières, known

désigné comme étant le lot N° 729 de la subdivision officielle du lot No 26 (26-729) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à Mme Jos. Béland;

8° Un emplacement situé sur la rue Désilets, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot No 209 de la subdivision officielle du lot N° 1125 (1125-209) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Alphonse Houle.

Trois-Rivières, Hôtel-de-Ville, le 8 août 1955.
Le Greffier de la Cité,
40446-32-2-o GEORGES BEAUMIER.

and designated as being lot No. 729 of the official subdivision of lot No. 26 (26-729) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mrs. Jos. Béland;

8. An emplacement situe on Désilets Street in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 209 of the official subdivision of lot No. 1125 (1125-209) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Alphonse Houle.

Trois-Rivières, City Hall, August 8th, 1955.
GEORGES BEAUMIER,
40446-32-o City Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { MONTCALM AUTOMOBILES INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à Québec, contre RÉMI FRIGON, de St-Lambert, comté de Lévis.

Un lot de terre situé dans le quatrième (4e) rang Hébertville, connu et désigné sous le N° 306 des plans et livre et renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Lambert comté de Lévis avec bâtiments et dépendances dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Lambert, comté de Lévis, le TROIS SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR. J. R. GOBEL, 40357-30-2-o
Québec, 26 juillet 1955.
[Première insertion: 30 juillet 1955.]
[Deuxième insertion: 13 août 1955.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { BENOIT JONCAS, marchand et industriel, domicilié à Matane, district de Rimouski, demandeur vs LÉONIDAS THIBAUT, domicilié à St-Jean de Cherbourg, comté de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Une maison érigée sur un terrain appartenant à Turcotte & Fils Ltée, et située à St-Jean de Cherbourg, mesurant cinquante (50) pieds de front sur cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par la route, à l'est par la propriété d'Émilien Pelletier, au sud et à l'ouest par la Fabrique, étant connu comme faisant partie du lot numéro seize (P-16) du rang 8, au cadastre officiel du Canton Cherbourg.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de St-Jean de Cherbourg le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN, 40327-29-2-o
Rimouski, 18 juillet 1955.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { MONTCALM 'AUTOMOBILES INC., a corporation legally constituted having its head office at Quebec vs RÉMI FRIGON, of St. Lambert, county of Lévis.

A lot of land situated in range four (4) Hébertville, known and designated as No. 306 on the plans and book of reference of the official cadastre for the parish of St. Lambert, county of Lévis, with buildings and dependencies erected thereon.

To be sold at the door of the parochial Church of St. Lambert, county of Lévis, the THIRD day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the morning (Daylight Saving Time).

DR. J. R. GOBEL,
Sheriff's Office, Québec, July 26th, 1955. 40357-30-2
[First insertion: July 30th, 1955.]
[Second insertion: August 13th, 1955.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { BENOIT JONCAS, merchant, and industrialist, domiciled at Matane, district of Rimouski, plaintiff vs LÉONIDAS THIBAUT, domiciled at St. Jean de Cherbourg, County of Matane, district of Rimouski, defendant.

A house erected on a piece of land belonging to Turcotte & Fils Ltée, and situated at St. Jean de Cherbourg, measuring fifty (50) feet in front by one hundred (100) feet in depth, English measure, bounded northerly by the road, easterly by the property of Émilien Pelletier, southerly and westerly by "la Fabrique" being known as forming part of lot number sixteen (P-16), Range 8, on the official cadastre of the Township of Cherbourg.

To be sold at the Church door of the Parish of St. Jean de Cherbourg, the TWENTY-THIRD day of August 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff. Rimouski, July 18, 1955. 40327-29-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { LUC FORTIN, journalier
N° 17,547. { de Matane, district de
Rimouski, demandeur vs GÉ-
RARD CARON, de l'endroit appelé St-Luc
comté de Matane, district de Rimouski, défen-
deur.

Le lot N° treize (13), cinquième (5) rang, du
cadastre officiel du canton Tessier, mesurant cent
acres en superficie, les impences, amélioration, et
tous les droits de défrichement que le défendeur a
ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la
paroisse de St-Luc, le VINGT-TROISIÈME
jour d'AOÛT 1955, à ONZE heures de l'avant-
midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 18 juillet 1955. 40326-29-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { LUC FORTIN, laborer of
No. 17,547. { Matane, district of Ri-
mouski, plaintiff; vs GÉRARD
CARON, of the place called St-Luc, county of
Matane, district of Rimouski, plaintiff.

Lot No. thirteen, fifth (5) range, of the official
cadastre of the township Tessier, measuring one
hundred acres in superficial area, repairs and
improvements, and all rights for the clearing of
the land that the defendant has or may have
on the said lot, with buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
St-Luc, on the TWENTY-THIRD day of
AUGUST, 1955, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, July 18th, 1955. 40326-29-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { ANTONIO SIROIS, con-
N° 16,341. { tracteur de Cacouna,
demandeur, vs; ANTOINE
DEROY, de St-Léon le Grand, district de
Rimouski, défendeur.

Une maison située sur le numéro P.-vingt-
sept-cinq (P.-27-5), rang un (1) Pineault, St-
Léon le Grand, avec bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de St-Léon, le Grand le VINGT-CIN-
QUIÈME jour d'AOÛT 1955, à TROIS heures
de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 18 juillet 1955. 40328-29-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { ANTONIO SIROIS, con-
No. 16,341. { tractor of Cacouna, plain-
tiff; vs ANTOINE DEROY,
of St-Léon le Grand, district of Rimouski, defen-
dant.

A house situate at number P.-twenty-seven-
five (P.-27-5), range one (1) Pineault, St-Léon le
Grand, with buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
St-Léon le Grand, on the TWENTY-FIFTH
day of AUGUST, 1955, at THREE o'clock in
the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, July 18th, 1955. 40328-29-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { JOSEPH ZEESMAN, mar-
N° 17,307. { chand de la Cité de Mont-
réal et faisant affaires sous le
nom et la raison sociale d'économie Textile
distributors, demandeur vs AIMÉ LÉVESQUE
de l'endroit appelé St-Jean de Cherbou-
rg, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain faisant partie du lot No. dix-sept
(P-17) du septième (7) rang au cadastre officiel
du canton Cherbou-rg, mesurant soixante (60)
pieds de front par cent vingt-cinq (125) pieds de
profondeur, mesure anglaise, borné au sud par le
chemin de front, à l'ouest par la propriété de
Léonard Levesque, à l'est par celle de Léon
Picard, et au nord par le résidu de la propriété de
Joseph Bouchard, avec bâtisses dessus construites
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de St-Jean de Cherbou-rg le VINGT-
TROISIÈME jour d'AOÛT 1955, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 juillet 1955. 40329-29-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { JOSEPH ZEESMAN, mer-
No. 17,307. { chant of the City of Mont-
real, and carrying on business
under the name and style of Economic Textile
Distributors, plaintiff; vs AIMÉ LÉVESQUE,
of the place called St-Jean de Cherbou-rg, district
of Rimouski, defendant.

A plot of land forming part of lot No. seventeen
(P-17) of the seventh range (7) on the official
cadastre of the township of Cherbou-rg, measuring
sixty (60) feet in front by one hundred and twenty-
five feet (125) feet in depth, English measure,
bounded on the south by the front road, on the
west, by the property of Léonard Levesque, on the
east, by that of Léon Picard, and on the north,
by the residue of the property of Joseph Bou-
chard, with buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
St-Jean de Cherbou-rg, on the TWENTY-THIRD
day of AUGUST, 1955, at TWO o'clock in the
afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, July 19th, 1955. 40329-29-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda
Division N° 16
(En matière de faillite)

Cour Supérieure, { **THE NORTHERN LIFE**
N° F-12 { **ASSURANCE COM-**
 PANY OF CANADA, corpo-
ration légalement constituée ayant son bureau
chef à London, province d'Ontario, requérante,
vs **LE SYNDIC**, agissant "in re": la Proposition
de Willie Racine, soit Albert Lamarre, intimé,
et **WILLIE RACINE**, résidant à Rouyn, dudit
district, Mis-en-cause.

Les immeubles ci-après désignés:
La demie sud des lots numéros 15 et 16 du
bloc N° 159 aux plan et livre de renvoi officiels
pour le canton de Rouyn, avec bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de l'Im-
maculée Conception de Rouyn, P.Q., le **VINGT-**
CINQUIEME jour d'**AOUT** 1955, à **DIX** heures
de l'avant-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **J. H. CHARBONNEAU**,
Rouyn, le 15 juillet 1955. 40317-29-2-o
[1ère insertion le 23 juillet 1955]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François, Sherbrooke

Cour Supérieure, { **LA COMMISSION DU**
N° 2745 { **PRÊT AGRICOLE CA-**
 NADIEN, corporation léga-
lement constituée en vertu du chapitre 66 des
Statuts Révisés du Canada de 1927 et ayant son
principal bureau dans la province de Québec,
dans la cité de Québec, requérante, vs **COME**
BLANCHETTE, de St-Gérard, comté de Wolfe,
dans le district de Saint-François, intimé.

Comme appartenant audit Intimé:
"Une terre située en la paroisse de St-Gérard,
connue et désignée sous les lots numéros cent
cinquante-et-un et cent cinquante-deux, (Nos.
151 et 152) selon le cadastre officiel du village
du Lac Weedon, comté de Wolfe; ladite terre
ayant une superficie de cent cinq acres.

Le tout avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Sauf à distraire dudit lot numéro cent cin-
quante-deux (152) les deux acres sud-est en pro-
fondeur par la largeur dudit lot, vendus à Lionel
Beaudoin, le tout tel que décrit dans le titre
d'acquisition dudit M. Lionel Beaudoin, suivant
acte enregistré au bureau d'enregistrement du
comté de Wolfe, le 9 mai 1946, sous le numéro
50-098.

Sujets lesdits lots numéros cent cinquante-
deux et cinq cinquante et un (Nos. 152 et 151)
à des servitudes de passage pour aqueduc en
faveur de M. Edmond Morin, suivant actes en-
registrés au susdit bureau d'enregistrement, le
4 septembre 1906, sous le numéro 14-233, et le
10 juin 1908, sous le numéro 15,809, et

Sujets également lesdits lots à des servitudes
pour ligne de transmission électrique en faveur
de **la Shawinigan Water & Power Co.**, suivant
actes enregistrés au susdit bureau d'enregistre-
ment, le 17 mars 1939, sous le numéro 42-987,
le 10 décembre 1948, sous le numéro 53-543, et le
25 août 1949, sous le numéro 54-265".

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda
Division No. 16
(In bankruptcy matters)

Superior Court, { **THE NORTHERN LIFE**
No. F-12 { **ASSURANCE COM-**
 PANY OF CANADA, corpo-
ration duly incorporated, having its head
office at London Province of Ontario, petitioner,
vs **THE TRUSTEE**, acting "in re": the propos-
al of Willie Racine, being Albert Lamarre,
respondent, and **WILLIE RACINE**, residing
et Rouyn, said district, Mis-en-cause.

The immoveables hereinafter designated:
The south half of lots number 15 and 16 of
block No. 159 on the official plan and book of
reference for the township of Rouyn, with the
buildings thereon erected, circumstances and
appurtenances.

To be sold at the church door of l'Immaculée
Conception de Rouyn, P.Q. on the **TWENTY-**
FIFTH day of **AUGUST** 1955, at **TEN** o'clock
in the forenoon, (daylight saving time).

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, July 15th, 1955. 40317-29-2-o
[1st insertion July 23rd, 1955]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis, Sherbrooke

Superior Court, { **THE CANADIAN FARM**
No. 2745 { **LOAN BOARD**, cor-
 poration legally constituted
by virtue of Chapter 66 of the Revised Statutes
of Canada, 1927, and having its principal office
in the Province of Quebec, in the city of Quebec,
applicant, vs **COME BLANCHETTE**, of St-
Gérard, county of Wolfe, in the district of St-
Francis, appellee.

As belonging to the said appellee:
"A farm situated in the parish of St-Gérard,
known and designated under lots numbers one
hundred and fifty-one and one hundred and
fifty-two, (Nos. 151 & 152) according to the
official cadastre of the village of Lac Weedon,
county of Wolfe; the said farm having a super-
ficie of one hundred and five acres.

The whole with buildings thereon erected,
circumstances and dependences.

Save to distract from said lot number one
hundred and fifty-two (152) the two south east
acres in depth by the width of said lot, sold to
Lionel Beaudoin, the whole as described in the
deed of purchase of said Mr Lionel Beaudoin,
according to deed registered at the Registry
office of the county of Wolfe, the 9th of May
1946, under number 50-098.

Subject the said lots numbers one hundred
and fifty-two and one hundred and fifty-one
(Nos. 152 & 151) to servitudes of way for aqued-
uct in favour of Mr Edmond Morin, according
to deeds registered at the aforesaid Registry
office, the 4th of September 1906, under number
14-233, and the 10th of June 1908, under num-
ber 15,809, and

Subject equally the said lots to servitudes
for line of electric transmission in favour of the
Shawinigan Water & Power Co., according to
deeds registered at the aforesaid Registry Office,
the 17th of March 1939, under the number
42-987, the 10th of December 1948, under the
number 53-543, and the 25th of August 1949,
under the number 54-265."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard de Wolfe JEUDI, le QUINZE SEPTEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant-midi. (Heure avancée).

To be sold at the door of the parochial church of St-Gérard de Wolfe, THURSDAY the FIFTEENTH of SEPTEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight saving time).

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
 † Sherbrooke, le 8 août 1955. 40447-32-2-0
 [Première insertion, le 13 août 1955]

Sheriff's Office, JOS. LABRECQUE, Sheriff.
 Sherbrooke, August the 8th, 1955. 40447-32-2-0
 [First insertion the 13th of August 1955]

TERREBONNE

Canada, — Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { CLAUDE FORGET, marchand domicilié et résidant à St-Jovite, dans le district de Terrebonne, demandeur vs DENIS PAQUETTE, marchand domicilié et résidant à Lachute, dans le district de Terrebonne, défendeur,

"Un morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Placide comme faisant partie du N° 121 (P-121), avec quatre camps y érigés, mesurant 32 pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la rivière Ottawa, jusqu'au chemin public et borné d'un côté à l'est par le N° 122 et de l'autre côté à l'ouest par le résidu dudit lot N° 121, avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Placide le 24ième jour d'AOÛT 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, F. H. DAOUST.
 St-Jérôme, le 19 juillet 1955. 40330-29-2-0

TERREBONNE

Canada, — Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, { CLAUDE FORGET, merchant domiciled and residing at S. Jovite, in the district of Terrebonne, plaintiff, vs DENIS PAQUETTE, merchant, domiciled and residing at Lachute, district of Terrebonne, defendant.

"A piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Placide, as forming part of No. 121 (P-121), with four camps erected thereon, measuring 32 feet in width by whole depth which may exist as from the Ottawa River, as far as the public road and bounded on one side, easterly, by No. 122 and on the other side, westerly, by the residue of the said lot No. 121, with buildings erected thereon."

To be sold at the Catholic Church door of the parish of St. Placide, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, F. H. DAOUST.
 St. Jérôme, July 19, 1955. 40330-29-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 32

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

847 — Concernant certains actes administratifs du ministère de la Chasse et des Pêcheries..... 2452

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2431

RÉCEPTION DES ANNONCES: 2431

AVIS DIVERS:

- Coopérative d'Habitation St-Romuald de Farnham Inc. (Fondation)..... 2454
- Donohue Brothers Limited (Barrage).. 2454
- J. H. Larochelle & Fils Limitée (Dist. de l'actif)..... 2455
- Laurentian Titanium Mines Ltd. (Directeurs)..... 2455
- Senneterre, village de (Demande d'incorporation)..... 2454
- Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Narcisse (Demande d'incorporation)..... 2455
- Syndicat National des Employés Municipaux de Pointe Claire (Formation) 2455
- Warwick, village de (Demande d'érection)..... 2456

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 2456

ORDER IN COUNCIL:

847 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries..... 2452

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2431

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES: 2431

MISCELLANEOUS NOTICES:

- Coopérative d'Habitation St-Romuald de Farnham Inc. (Fondation)..... 2454
- Donohue Brothers Limited (Dam).... 2454
- J. H. Larochelle & Fils Limitée (Dist. of the assets)..... 2455
- Laurentian Titanium Mines Ltd. (Directors)..... 2455
- Senneterre, village of (Application for incorporation)..... 2454
- Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Narcisse (Application for incorporation)..... 2455
- Syndicat National des Employés Municipaux de Pointe Claire (Formation) 2455
- Warwick, village of (Application for erection)..... 2456

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 2456

CHARTES — ABANDON DE:

Duplex Textiles Ltd.....	2457
Horticultural Products Limited.....	2457
La Cie d'Excavations Bonneau Ltée...	2457
Laurendeau Lumber Inc.....	2457
Marien-Wilson Limited.....	2457

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Memphremagog Broadcasting Company, Inc.....	2458
---	------

COMPAGNIE DISSOUE:

J. O. Bouchard & Fils Ltée, Chambord	2458
--------------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Louis-Joliette, corporation de.....	2458
-------------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

St-Jacques-de-Clarenceville.....	2458
----------------------------------	------

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Dasserat, canton de.....	2459
St-François-de-Sales, paroisse de.....	2459

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-François (Modification)	2459
Construction dans la région de Montréal (Modification).....	2461
Construction dans les comtés de Hull, Gatineau, etc. (Modification).....	2460
Construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle (Modification).....	2461

EXAMEN DES AGRONOMES:

Aspirants à l'étude de l'agronomie.....	2464
---	------

EXAMEN DU BARREAU:

Laurentides: étude du droit.....	2463
----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Adélarde Laliberté Inc.....	2432
Antonio Dion & Frères Inc.....	2433
Apex Phonograph Service Inc.— Service de Phonographes Apex Inc.....	2433
Association des Constructeurs de la Rive Sud — South Shore Buildre's Association.....	2433
Association Sociale de Nouvelle Incorporée.....	2434
Association Sportive Aquatique de Montréal Inc.— Montreal Aquatic Sports Inc.....	2434
Aunt Carrie's Home Made Products Limited.....	2435
Barport Realities Inc.....	2435
Benjamin Diamond Inc.....	2435
Bergeron & Dion, Ltée.....	2436
Bluenose Corporation.....	2436
Braemar Restaurants Ltd.....	2436
Children's Corral Inc.....	2437
Club Aquatique du Lac St Jean, Incor-	

CHARTERS — SURRENDER OF:

Duplex Textiles Ltd.....	2457
Horticultural Products Limited.....	2457
La Cie d'Excavations Bonneau Ltée...	2457
Laurendeau Lumber Inc.....	2457
Marien-Wilson Limited.....	2457

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Memphremagog Broadcasting Company, Inc.....	2458
---	------

COMPANY DISSOLVED:

J. O. Bouchard & Fils Ltée, Chambord	2458
--------------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Louis-Joliette, corporation of.....	2458
-------------------------------------	------

EDUCATION:

School Municipality of:

St-Jacques-de-Clarenceville.....	2458
----------------------------------	------

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Dasserat, township of.....	2459
St-François-de-Sales, parish of.....	2459

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barber and hairdressing in the district of St. Francis (Amendment).....	2459
Construction in the region of Montreal (Amendment).....	2461
Construction in the counties of Hull, Gatineau, etc. (Amendment).....	2460
Construction in the counties of Terrebonne and Labelle (Amendment)....	2461

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agriculture..	2464
--	------

BAR EXAMINATION:

Laurentides: study of law.....	2463
--------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Adélarde Laliberté Inc.....	2432
Antonio Dion & Frères Inc.....	2433
Apex Phonograph Service Inc.— Service de Phonographes Apex Inc.....	2433
Association des Constructeurs de la Rive Sud — South Shore Buildre's Association.....	2433
Association Sociale de Nouvelle Incorporée.....	2434
Association Sportive Aquatique de Montréal Inc.— Montreal Aquatic Sports Inc.....	2434
Aunt Carrie's Home Made Products Limited.....	2435
Barport Realities Inc.....	2435
Benjamin Diamond Inc.....	2435
Bergeron & Dion, Ltée.....	2436
Bluenose Corporation.....	2436
Braemar Restaurants Ltd.....	2436
Children's Corral Inc.....	2437
Club Aquatique du Lac St Jean, Incor-	

poré — Lake St John Aquatic Club, Incorporated.....	2437	poré — Lake St John Aquatic Club, Incorporated.....	2437
Conrad Camaraine Incorporée.....	2437	Conrad Camaraine Incorporée.....	2437
Coral Soda Bar Inc.....	2438	Coral Soda Bar Inc.....	2438
Daco Construction Inc.....	2438	Daco Construction Inc.....	2438
Denyse Carol Ltd.....	2438	Denyse Carol Ltd.....	2438
Dilco Concrete Products Ltd.....	2439	Dilco Concrete Products Ltd.....	2439
Dougherty — Garand Limited.....	2439	Dougherty — Garand Limited.....	2439
Eastern Credit Inc.—Crédit de l'Est Inc.....	2439	Eastern Credit Inc.—Crédit de l'Est Inc.....	2439
Ernest Robert & Cie Limitée — Ernest Robert & Co. Limited.....	2440	Ernest Robert & Cie Limitée — Ernest Robert & Co. Limited.....	2440
Garage J. M. Lortie, Limitée.....	2440	Garage J. M. Lortie, Limitée.....	2440
G. D'Amico, Inc.....	2440	G. D'Amico, Inc.....	2440
Grosvenor Construction Inc.....	2441	Grosvenor Construction Inc.....	2441
Hudson Insurance Agencies Ltd.....	2441	Hudson Insurance Agencies Ltd.....	2441
Imadco Mining Corporation.....	2441	Imadco Mining Corporation.....	2441
Jasmin & Gohier Inc.....	2442	Jasmin & Gohier Inc.....	2442
J. Edgar Tremblay Limitée.....	2442	J. Edgar Tremblay Limitée.....	2442
J. L. Levesque Inc. (Correction).....	2451	J. L. Levesque Inc. (Correction).....	2451
Jobin Construction Inc.....	2442	Jobin Construction Inc.....	2442
J. R. Grondin Limitée.....	2443	J. R. Grondin Limitée.....	2443
J. Vermandel Inc.....	2443	J. Vermandel Inc.....	2443
La Cie Paul Thibodeau, Ltée.....	2443	La Cie Paul Thibodeau, Ltée.....	2443
La Fanfare de St-Romuald d'Etchemin Incorporée.....	2444	La Fanfare de St-Romuald d'Etchemin Incorporée.....	2444
La Ferme Lacoursière Inc.....	2444	La Ferme Lacoursière Inc.....	2444
Laval des Rapides Taxi Inc.....	2444	Laval des Rapides Taxi Inc.....	2444
Leduc & Frères Limitée.....	2445	Leduc & Frères Limitée.....	2445
"Léo Pouliot" Limited — "Léo Pouliot" Limitée.....	2445	"Léo Pouliot" Limited — "Léo Pouliot" Limitée.....	2445
Les Immeubles Sault Inc. — Sault Realities Inc.....	2445	Les Immeubles Sault Inc. — Sault Realities Inc.....	2445
Les Spécialités de Bois Franc Ltée — Hardwood Specialties Ltd.....	2446	Les Spécialités de Bois Franc Ltée — Hardwood Specialties Ltd.....	2446
Lucerne Motor Sales Limited.....	2446	Lucerne Motor Sales Limited.....	2446
Malda Ltd.....	2446	Malda Ltd.....	2446
Metropole Neon Signs Limited.....	2447	Metropole Neon Signs Limited.....	2447
Paul Dubé & Fils Ltée.....	2447	Paul Dubé & Fils Ltée.....	2447
Pomerleau Shannon Ltd (Pomerleau Shannon Limitée).....	2447	Pomerleau Shannon Ltd (Pomerleau Shannon Limitée).....	2447
Poulin & Paré Inc.....	2448	Poulin & Paré Inc.....	2448
Quebec Metal Products Co. Ltd.....	2448	Quebec Metal Products Co. Ltd.....	2448
Robert Dubé Inc.....	2448	Robert Dubé Inc.....	2448
Service Social de Beauce.....	2449	Service Social de Beauce.....	2449
Services Universels de Publicité Incorporés — Universal Advertising Services Incorporated.....	2449	Services Universels de Publicité Incorporés — Universal Advertising Services Incorporated.....	2449
Sili-Qua Inc.....	2449	Sili-Qua Inc.....	2449
Villa Tracadièche Inc.....	2450	Villa Tracadièche Inc.....	2450
Vitrierie St-Jérôme Glass Inc.....	2450	Vitrierie St-Jérôme Glass Inc.....	2450

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Granby Autorama Inc.....	2451
Jean Provost & Cie Ltée.....	2451
Jonathan Logan of Canada, Inc.....	2451

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	2464
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Champlain Slippers Inc.....	2465
Le Club Boréal Saguenay, Inc.....	2465

SOUMISSIONS:

Bromptonville, ville de.....	2466
Chertsey, commissaires d'écoles de.....	2467
Douglstown, commissaires d'écoles catholiques de.....	2474
Granby, commissaires d'écoles catholiques de la cité de.....	2470
Princeville, commissaires d'écoles de.....	2468

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Granby Autorama Inc.....	2451
Jean Provost & Cie Ltée.....	2451
Jonathan Logan of Canada, Inc.....	2451

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	2464
--	------

HEAD OFFICES:

Champlain Slippers Inc.....	2465
Le Club Boréal Saguenay, Inc.....	2465

TENDERS:

Bromptonville, town of.....	2466
Chertsey, School Commissioners of.....	2467
Douglstown, Catholic School Commissioners of.....	2474
Granby, Catholic School Commissioners of the city of.....	2470
Princeville, School Commissioners of.....	2468

Salaberry-de-Valleyfield, commissaires d'écoles de la ville de	2473	Salaberry-de-Valleyfield, School Commissioners of the town of	2473
St-Jean, commissaires d'écoles de la cité de	2472	St. John's, School Commissioners of the city of	2472
St-Jean-Port-Joli, commissaires d'écoles de	2469	St-Jean-Port-Joli, School Commissioners of	2469
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY:	
Meunier, Nicolas	2475	Meunier, Nicolas	2475
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Ruel <i>et al</i> vs Desautels	2476	Ruel <i>et al</i> vs Desautels	2476
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bagotville, ville de	2477	Bagotville, town of	2477
Trois-Rivières, cité de	2477	Trois-Rivières, city of	2477
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Montcalm Automobiles Inc. vs Frigon	2479	Montcalm Automobiles Inc. vs Frigon	2479
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Fortin vs Caron	2480	Fortin vs Caron	2480
Joncas vs Thibault	2479	Joncas vs Thibault	2479
Sirois vs Derooy	2480	Sirois vs Derooy	2480
Zeesman vs Lévesque	2480	Zeesman vs Lévesque	2480
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
The Northern Life Assurance Company of Canada vs Lamarre	2481	The Northern Life Assurance Company of Canada vs Lamarre	2481
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Blanchette	2481	The Canadian Farm Loan Board vs Blanchette	2481
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Forget vs Paquette	2482	Forget vs Paquette	2482
40417-o		40417-o	

